

# ***l'Anti*capitaliste**

n°275 | 5 février 2015 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



**PARTOUT EN EUROPE**

**Annuler  
la  
Dette**

**BRISER L'AUSTÉRITÉ**

## **Dossier**

**Le NPA  
en congrès**

Pages 6, 7 et 10

## **ÉDITO**

C'est la politique antisociale  
du gouvernement qui ouvre  
la voie au FN! Page 2

## **PREMIER PLAN**

Grèce: le temps des  
premières mesures  
Page 2



## **ACTU INTERNATIONALE**

Entretien avec Raul Camargo  
de Anticapitalistas – Podemos  
Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Eli Domota  
Page 12



Par ROBERT PELLETIER

## C'est la politique antisociale du gouvernement qui ouvre la voie au FN!

Comme pouvaient le laisser prévoir les sondages donnant Marine Le Pen en tête du premier tour des élections présidentielles, la candidate locale du FN est arrivée en tête du premier tour de l'élection législative partielle dans le Doubs dimanche dernier. Le premier enjeu pour le PS est de stopper son recul électoral après la perte de 12 élections partielles sur 13. Une nouvelle perte lui coûterait celle de la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Le gouvernement et le PS tentent de profiter de l'embellie de popularité de l'exécutif, résultant de sa gestion des attentats de janvier, pour mettre fin à cette érosion. Pari difficile dans une circonscription dont l'élu PS sortant n'est autre que Pierre Moscovici, ex-ministre de l'Économie, des finances, du commerce extérieur, avant de devenir commissaire aux Affaires économiques et monétaires, à la fiscalité et l'union douanière de la Commission européenne. Une carte de visite lourde de sens dans une région où l'industrie dominante de l'automobile est durement frappée par la crise économique et les politiques sociales française et européenne en pleine connivence avec le patronat de la branche. Un ex-ministre qui ne cache pas son soutien au projet de loi Macron, qui serait pour lui «un pas substantiel (...) dans la bonne direction».

Dans ces conditions, pas très étonnant qu'une majorité très relative, avec plus de 60% d'abstention, ait porté en tête une candidate du FN qui ne cache pas son soutien aux pires délires de Jean-Marie Le Pen sur les races ou l'Islam. En face, le candidat du PS apporte un soutien sans faille à la politique gouvernementale, appelant «sans état d'âme pour que l'arsenal législatif antiterroriste soit renforcé» et pour étudier la possibilité de retirer la nationalité française à «celles et ceux qui ont quitté la France pour participer à des actes terroristes»...

Soutenue localement par le NPA, la candidature du Front de gauche a obtenu près de 1000 voix, 3,66%, et appelle à mettre en œuvre l'impératif: «pas de députée frontiste supplémentaire à l'Assemblée nationale le 8 février.» Lutte ouvrière a recueilli 400 voix (le double du score de 2012, avec 40% d'abstention), 1,57%, et affirme qu'«il faut rejeter le Front national, qui sème le poison de la division entre les travailleurs».

Dans le même sens, nous réaffirmons que c'est pour une large mesure la politique du PS qui nourrit le FN, mais que pas une voix ne doit aller à un parti qui porte le pire, le racisme et la régression sociale. C'est par une mobilisation de l'ensemble du monde du travail, capable de faire reculer le patronat et le gouvernement, qu'on pourra stopper l'engrenage infernal de la misère et des divisions au sein de la population.

## BIEN DIT

Un gamin traîné au commissariat pour «apologie de terrorisme», un prof de philo suspendu et incriminé sur la base d'un propos indirect, et à ce jour non porté à la connaissance de l'enseignant en question, des agents municipaux inquiétés pour avoir refusé de participer à une minute de silence, des syndicalistes menacés de licenciement... Il est temps de se reprendre et de revenir à la raison! (...) Ni la restriction de la liberté de parole des adultes, ni les interrogatoires policiers d'enfants de 8 ans ne favoriseront notre sécurité.

Extrait d'un communiqué «Terrorisme. Savoir raison garder» de la LDH du lundi 2 février.

# À la Une

## Partout en Europe, annuler la dette, briser l'austérité!

Les dettes publiques sont un chancre qui ronge l'économie européenne pour le profit des banques. «Il faut payer la dette» est depuis le début de la crise le mot d'ordre des gouvernements et des institutions européennes. La victoire de Syriza porte un coup à cette logique mortifère.

Les dettes des États se sont envolées pour deux raisons. D'abord les politiques fiscales qui ont réduit massivement les impôts des riches et des entreprises. S'y sont ajoutés les avantages consentis aux entreprises. Avec des modalités diverses, tous les pays de l'Union européenne ont mis en œuvre ces politiques et une course au moins disant fiscal s'est engagée entre eux. Quitte, quand les déficits s'accroissaient, à augmenter les impôts pesant plus sur les bas revenus, comme la TVA... La deuxième source d'augmentation de la dette a été les aides consenties aux banques et aux entreprises durant la crise: la dette privée est devenue une dette publique.

### Pourquoi payer la dette des classes dominantes?

Au nom de la dette, les dépenses sociales sont comprimées dans toute l'Union européenne et certains pays ont été mis sous tutelle pour contrôler leur politique budgétaire. Parmi eux, il y a eu en tout premier lieu la Grèce mise sous la coupe d'une «troïka» composée de représentantEs du Fonds monétaire international (FMI), de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne (BCE). Pour que les créanciers touchent leur «dû», la société doit payer. Enfin, la faiblesse de la croissance accentuée par l'austérité renforce le poids de la dette relativement à la richesse produite chaque année (le PIB, produit intérieur brut). Les classes dominantes des pays concernés y voient aussi l'occasion de faire passer au nom de la dette des réformes des systèmes de protection sociale, du code du travail, etc. Or cette dette vient pour



l'essentiel de politiques exigées ou inspirées par ces mêmes classes dominantes, politiques dont elles ont tiré profit.

De plus, la dette s'est aussi envolée car les traités européens interdisent à la BCE de faire des avances aux États, ce qui se pratiquait auparavant couramment. Les États ont donc dû trouver des ressources auprès des marchés financiers qui ont bien entendu exigé des taux

d'intérêt plus élevés que ceux que prenaient les banques centrales. Cette dette peut donc être considérée comme illégitime: pourquoi les catégories populaires devrait-elle payer? Et dans le cas de la Grèce s'est enfin ajoutée la corruption des hauts fonctionnaires et dirigeants politiques des partis au pouvoir avant Syriza, corruption dont ont profité les entreprises européennes pour obtenir des marchés.

### Contre l'étranglement de la Grèce

La dette doit être annulée. Il faut en finir avec ce prétexte à l'austérité et au passage des garanties sociales. La victoire de Syriza relance cette revendication. Les gouvernements européens essaient de monter les autres peuples contre la Grèce, expliquant qu'une annulation de la dette grecque coûterait des centaines d'euros à chaque citoyen européen... Pur mensonge: la dette grecque pourrait être reprise par la BCE. Celle-ci inscrirait aux comptes des détenteurs actuels de la dette (pas forcément de tous: cela dépend de la partie de la dette qui serait totalement annulée) la somme en euros correspondant à la valeur de leurs titres. Il y a peu de temps, la BCE a annoncé qu'elle allait déverser plus de 1 000 milliards d'euros sur les banques: qu'elle arrête (ou réduise) cette opération inutile et rachète la partie non annulée de la dette grecque!

Le gouvernement de Syriza ne demande pas l'annulation totale de la dette, il revendique actuellement une conférence européenne pour discuter d'une annulation partielle et envisage un audit. Pour cela, il se fonde sur le précédent que constitue l'annulation en 1953 d'une large partie de la dette allemande. Le gouvernement grec n'a pas non plus décidé d'un moratoire (arrêt des paiements) pour inciter ses «partenaires» à accélérer les choses. Mais la volonté de concertation de Tsipras, qui a modéré les revendications plus radicales du programme initial de Syriza sur les banques et la dette, n'empêche pas les fuites de capitaux et n'entame pas l'intransigeance de la plupart des États européens. À commencer par la France avec les remontrances de Hollande et de Macron invoquant le «respect des engagements»...

Partout en Europe devrait commencer une campagne contre l'étranglement de la Grèce. Les institutions européennes et les gouvernements nationaux doivent en être la cible. Partout en Europe, à l'instar de la grande manifestation de Podemos à Madrid samedi dernier, il faut relancer l'action pour l'annulation de la dette, contre l'austérité.

Henri Wilno

## GRÈCE

# Le temps des premières mesures

La semaine écoulée a vu se succéder une foule de gestes qui montrent qu'en surface, oui, des choses ont changé avec la victoire de Syriza, mais que sur le fond, les vrais changements dépendront des rapports de forces et surtout des mobilisations.



Premier conseil des ministres. À suivre... DR

### Un gouvernement nouveau style?

Après avoir obtenu 149 députés sur 300, Tsipras a donc formé son gouvernement, et comme amorcé avant les élections, il a intégré le chef d'Anel, parti de droite nationaliste: Kammenos, nommé ministre de la Défense, a immédiatement commémoré l'épisode militaire gréco-turc de l'îlot d'Imia en 1996 afin de bien donner sa marque politique. Composé de très peu de femmes, le gouvernement comprend 4 à 5 Anel, 1 ou 2 écologistes, et accorde quelques postes à la Plateforme de Gauche: Lafazanis se retrouve à l'environnement.

À l'image de Syriza, il comprend plusieurs universitaires.

Une précision nécessaire: même si la ligne majoritaire de Syriza n'a pas été de tenter des alliances à gauche, la position sectaire du KKE (le PC grec) – dont le journal a eu ces derniers jours des Unes proches de celles de la presse de droite – rendait impossible sa participation. Et c'est encore pire pour le petit groupe Potami (le Fleuve) du journaliste Theodorakis, vanté dans la presse française, un groupe sans principe autres que la défense du libéralisme et des instances européennes...



# Un monde à changer

**LE LOGEMENT, UN RÉVÉLATEUR...** Les chiffres sur la situation catastrophique du logement en France se multiplient. Du point de vue de la construction, 2014 est la plus mauvaise année depuis 1997, avec moins de 300 000 mises en chantier. Seulement 106 000 logements sociaux ont été financés, soit 9% de moins qu'en 2013, alors que 1,7 million de demandes de logements sociaux sont en attente.

Et encore, il y a un problème spécifique des logements sociaux «les plus sociaux». Les logements HLM se divisent en effet en trois grandes catégories: les PLAI ciblant les ménages les plus démunis, les PLUS destinés à ceux qui ont un revenu un peu plus élevé, et enfin le PLS pour les ménages les plus aisés parmi ceux pouvant prétendre au logement social. Or, parmi les logements sociaux financés l'an dernier, un quart seulement sont des PLAI.

Cette situation alimente le mal-logement des plus pauvres qui ne peuvent trouver une solution insatisfaisante mais stable: dans son dernier rapport, la Fondation Abbé-Pierre recense 3,5 millions de mal logés. Le délégué général de la Fondation dénonce tout particulièrement les politiques gouvernementales de 2014: «2014

est, pour nous, une année blanche pour les mal logés: on a vu se réorienter la politique vers les plus aisés». Les mesures prises par Duflot au ministère du Logement étaient loin d'être satisfaisantes mais avec le gouvernement Valls, c'est pire!

Un rapport récent remis au gouvernement en rajoute en ce sens. Il propose notamment de tailler dans les «aides à la pierre» (subventions à la construction de logements sociaux) que Hollande avait proposé de doubler lors de sa campagne électorale, et envisage aussi une attaque contre l'APL (aide personnelle au logement). À l'inverse, le rapport ne s'attaque pas aux plus fortunés et ne fixe aucun objectif de construction.

Dans ce contexte, les revendications du DAL sont des évidences: application et respect de la loi DALO, du droit à l'hébergement et de la loi de réquisition; réalisation de 200 000 vrais logements sociaux par an, particulièrement en zone tendue, et dans les communes loi SRU (en déficit de logements sociaux); encadrement à la baisse des loyers et des charges, trop lourdes pour les classes populaires; taxation des profits immobiliers pour financer les APL et la construction HLM.

## SALAIRES **Ras-le-bol!**

Depuis plusieurs années, avec la « crise » et la résolution des patrons et des gouvernements à baisser le coût du travail, les actions qui ont lieu traditionnellement autour des NAO (Négociations annuelles obligatoires) sur les salaires n'ont le plus souvent qu'un caractère symbolique.



Dans la manifestation du 15 novembre du collectif 3A, un message simple et direct! PHOTO: THÈQUE ROUGE / MILO

**O**r, depuis décembre 2014, on assiste à une multiplication de ces conflits mais surtout à un changement de ton. Aux conflits symboliques s'en ajoutent d'autres de plus grande durée, avec une détermination plus importante et la volonté d'obtenir réellement quelque chose.

### La foudrude des luttes

Ainsi, parmi d'autres, chez Leroy-Somer à Angoulême (16), le conflit a duré quasiment un mois de la mi-décembre à la mi-janvier pour

un 13<sup>e</sup> mois et une augmentation de 100 euros. De leur côté, les routiers sont entrés en lutte en décembre et janvier pour 100 euros également, allant pour certains jusqu'à 10 jours de grève. Dans plusieurs usines Rhodia du groupe Solvay, ce sont des grèves de deux fois une semaine, voire plus, en décembre et janvier. Chez Ratier à Figeac (46), le conflit a duré presque deux semaines en janvier pour 70 euros.

Il y a aussi des conflits de moindre ampleur mais à des endroits où il n'y en a pas eu depuis longtemps.

Ainsi le 17 décembre, 600 travailleurs se sont rassemblés à Toyota Onnaing (59) contre le blocage des salaires, ce qui n'était pas arrivé depuis 2011. À Aéroports de Paris, le 12 janvier, 600 salariés ont fait grève pour 4,6% d'augmentation... ce qui ne s'était pas vu depuis 1988. Et puis, il y en a une foule d'autres, d'importance variées, dans de très nombreuses professions: des vendeuses des boutiques de la tour Eiffel aux salariés des chantiers navals en passant par les maîtres nageurs, les convoyeurs de fonds,

les employés de la MGEN, de la Société générale, d'Amazon, de Jet Aviation, des supermarchés, du bâtiment, de fromageries, de cantines scolaires, etc. auxquels il faudra ajouter le 3 février les enseignants.

### Changement de dimension?

Il faut dire que selon 60 millions de consommateurs, le pouvoir d'achat aurait baissé, en moyenne, de 1500 euros annuels depuis 2009. Les conflits touchent surtout les entreprises qui «marchent», aux bénéfices confortables. Ils démarrent à l'annonce de la chute brutale de l'intéressement, de la baisse du prix du gazole ou du kérosène... mais peuvent aussi être provoqués par la détermination d'équipes syndicales plus réactives depuis les protestations contre l'affaire Lapaon, le dialogue social, la loi Macron... Dans la plupart des cas, les patrons ne cèdent quasiment rien, d'autant plus que l'on n'en est pas à l'idée d'une coordination et que la plupart de ces conflits sont encore menés par des minorités, même si elles ont le soutien de la majorité.

On verra si en février ou mars, le mouvement peut changer de dimension. Quoi qu'il en soit, en prolongeant sur un autre terrain les luttes des intermittents, cheminots, agents hospitaliers ou pilotes d'Air France, on constate depuis juin 2014 un changement d'ambiance: la fatalité de la crise commence à être contestée par des salariés.

**Jacques Chastaing**

### Les premières annonces

Très attendues, les premières mesures sont la marque d'un parti se situant dans un cadre social démocrate classique. Limitées pour les travailleurs, dans la situation grecque, elles prennent une dimension radicale. SMIC augmenté à 751 euros; pas de baisse (pour autant programmée par Samaras) des retraites complémentaires; blocage des privatisations (DEI, l'EDF grec...); annonce de la réintégration de 2500 à 3500 travailleurEs licenciés de la fonction publique, avec en particulier celle des nettoyeuses du ministère du Budget; sécu pour tous; suppression immédiate de nouveaux examens «guillotine» au lycée... Bien des raisons de se réjouir? Certes, mais en étant vigilant. D'abord parce que le légalisme institutionnel de Syriza empêche une application immédiate de plusieurs de ces mesures. On le voit aussi avec le sort de ERT, l'ex radio télévision publique fermée par Samaras et dont la réouverture,

attendue pour le soir de la victoire, est encore à l'étude. Idem pour les réintégrations annoncées dans la fonction publique et aussi pour le SMIC. Dans quelques secteurs, on peut même être inquiet des premiers compromis en cours: ainsi, si la vente au privé chinois de tout le port du Pirée est stoppée, la partie vendue reste tout de même à Cosco, avec ses méthodes de surexploitation. Face au chantage des banques, le ministre Dragasakis a indiqué que si le secteur public exercera ses droits en tant qu'actionnaire, il le fera en respectant les actionnaires privés, et que le cadre ne peut être revu que par une loi, ce qui exige du temps... Les représentants des banques l'ont remercié en soulignant que ce que craint le marché, ce n'est pas les négociations, c'est la rupture! De manière générale, on voit déjà au bout de quelques jours l'un des risques majeurs se profiler: respectueux des institutions, la direction

de Syriza risque de perdre un temps précieux dans pas mal de domaines urgents, tandis que les ficelles des financements publics (et privés) sont tenues par la bourgeoisie européenne qui menace à court terme d'étrangler le gouvernement s'il ne respecte pas l'ordre libéral.

### Mobilisation(s)!

«Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens», dixit Junker... C'est déjà clair: au contraire de ce que croit ou voudrait faire croire Syriza, la bourgeoisie est déjà sur le pied de guerre pour s'opposer aux premières (modestes) mesures. Attaque des marchés, menaces de la BCE, matraquage médiatique...

Face à cela, pour gagner, il faut être ferme et ne pas s'enfermer dans le cadre institutionnel. C'est pourquoi l'élan décisif ne pourra venir que des mobilisations en Grèce et dans toute l'Europe.

La déclaration de la tendance radicale «interventions regroupement» d'Adedy, la fédération syndicale du secteur public, va dans ce sens, après la rencontre au ministère: exigence de recréer les secteurs publics fermés, refus des évaluations, même si présentées désormais comme «objectives», retour des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois, collectif budgétaire et pas rééquilibrage concernant le budget de la fonction publique voté par la droite et le Pasok...

Par ailleurs, la première manifestation a eu lieu: les nazis prétendaient manifester samedi 31 janvier, manifestation autorisée par le gouvernement. Ils étaient une centaine... face à 5000 antifascistes mobilisés à l'appel des associations anticapistes, d'Antarsya, de la jeunesse de Syriza. Un bel exemple, prometteur, sans les violences policières auxquelles étaient soumises les manifestations d'avant le 25 janvier.

**D'Athènes, A. Sartzekis**

## Le chiffre

# 1730

C'est, d'après les derniers chiffres officiels disponibles sur les salaires des entreprises (privées et publiques), ce qu'un salarié à temps plein sur deux gagnait en 2012 (salaire net médian). Une baisse de 0,6% en euros constants (pouvoir d'achat) entre 2011 et 2012. Pour les femmes, ce salaire médian est de 1 536 euros, et de 1 838 pour les hommes...



## Agenda

**Du 14 février au 2 mars, semaine anticoloniale et antiraciste, Paris.**

Soirée d'inauguration ce vendredi 6 février à 19 h au siège du PCF (2 place du Colonel-Fabien, Paris 10<sup>e</sup>). Programme complet: <http://www.anticolonial.net>



## NO COMMENT

Sans cet aveuglement, sans ce laxisme, sans ces réformes pénales à répétition et cette culture de l'excuse que Christiane Taubira invoque indéfiniment, peut-être n'aurions-nous pas eu cette terreur qui s'est abattue sur Paris avec les attentats à Charlie Hebdo ou à l'Hyper Cacher.

YVES DE KERDREL, le directeur de la rédaction de Valeurs actuelles, jeudi 29 janvier.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0414 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



PS ET SYRIZA

## Pitreries et chantage!



Cambadélis réjouit par la victoire de Syriza... DR

Par un étrange effet de mimétisme et de démagogie, tous les dirigeants politiques français ont salué la victoire de Syriza... jusqu'au FN et Philippot qui se félicite de la « gifle pour la caste UMPS européiste »... Le PS n'est pas en reste dans le cynisme politique et les retournements de veste.

**B**runo Le Roux, leur chef de file au Parlement, a donné le ton, déclarant, sans rire, que « les propositions de M. Tsipras ont déjà été réalisées par la gauche depuis bien longtemps ». On se demande alors pourquoi, lorsque ce même Tsipras est venu en France en mai 2012, le PS avait refusé de le recevoir. Pourquoi aussi Hollande, sitôt élu président de la République, n'a jamais répondu à la lettre qu'il lui avait adressée? Encore quelques semaines avant l'élection en Grèce, Moscovici, actuel commissaire européen aux Affaires économiques, soutenait sans réserve Samaras et la droite, saluant « le travail fait par les autorités grecques, (de) tant d'efforts, tant de choses accomplies que ce serait dommage de ne pas continuer »... « Syriza est plus proche idéologiquement de François Hollande que de Jean-Luc Mélenchon », s'exclame aussi Jean-Marie Le Guen, alors que Cambadélis se félicite : « la victoire d'un parti de gauche est toujours une bonne nouvelle pour le PS ». Dans le Parisien, il en rajoute encore : « les socialistes français ont toujours estimé que la troïka était illégitime. [...] Syriza s'est recentrée acceptant de rester dans l'euro et prenant ses distances avec les positions extrêmes. Il était logique que le parti de Tsipras occupe la place du Pasok avec les thèmes qui étaient les siens en 1974 (la fin de la dictature, ndr) ». Et pour mieux se rassurer, l'heure ne serait pas à un « Syriza à la française »... « Si Syriza existe en Grèce, c'est parce qu'il y a eu un effondrement du Pasok, ce n'est pas le cas en France », déclare Da Silva, porte-parole du PS, comme pour conjurer le sort.

### Les belles paroles des usuriers

Les « frondeurs » se joignent à ce concert dissonant. « Tsipras a levé un espoir dans son pays et dans toute la gauche européenne », selon Emmanuel Maurel, député européen, un frondeur qui n'a toujours pas osé rompre avec le gouvernement! Et d'insister comme pour se rassurer lui aussi : « c'est révélateur de la faillite des partis traditionnels, englués dans les politiques d'austérité, sans imagination ni capacité de résistance. Syriza porte un discours socialiste traditionnel qui s'assume, et pas du tout radical. (...) C'est à nous d'inventer notre propre modèle. » L'enthousiasme de ces gens-là sait rester calme et prudent.

Europe Écologie-les Verts ajoute sa petite note : pour Cécile Duflot, « il est l'heure d'une alternance européenne ». « Nous devons aider la Grèce, mais nous devons aussi l'inviter à ne pas tomber dans le piège traditionnel de la gauche. À une politique absurde d'austérité ne doit pas succéder une politique aveugle de relance », rajoute-t-elle fidèle à la politique du marais...

Avant de recevoir Tsipras mercredi 4 février, Hollande avait fixé le cap : « La France sera aux côtés de la Grèce dans cette période importante pour son avenir », afin qu'elle retrouve « le chemin de la stabilité et de la croissance »... précisant : « des engagements ont été pris et ils doivent être tenus ». C'est ce qu'a redit Sapin en recevant le ministre des Finances, Yanis Varoufakis. Un point qui fera accord parmi tous les usuriers de la Grèce.

Yvan Lemaitre

## Contre la loi Macron, ce n'est qu'un début...

MOBILISATION

Après 82 heures d'examen par la commission spéciale installée à cet effet, l'examen de la loi Macron, amendée à la marge, a débuté le 26 janvier dernier à l'Assemblée nationale. Au début de cette semaine, l'article 12 – il y en a 105 – était en discussion, une discussion supposée s'achever le 10 février prochain...



À Paris le 26 janvier dernier, manifestation intersyndicale contre la loi Macron. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILU

**C**e même lundi 26 janvier, une manifestation parisienne pour exiger le retrait de la loi Macron, à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires, a rassemblé près de 10 000 personnes. Dans le cortège, des salariéEs du commerce, dont la dynamique de mobilisation via le Clic-P n'est pas étrangère à l'organisation de cette mobilisation interprofessionnelle, mais aussi de l'industrie, des professions judiciaires, des guides-conférenciers dont la loi veut nier la spécificité, etc. Le Front de gauche et le NPA étaient également représentés. En régions, ce sont des dizaines de rassemblements militants, souvent à l'initiative de la CGT, qui se sont tenus.

Cette première mobilisation d'ampleur en appelle d'autres : elle a déjà contribué à ébrécher le climat d'unité nationale qui fait suite aux attentats ignobles, alors même qu'est parue dans le JDD une tribune d'une trentaine de chercheurs, PdG et économistes qui, au nom de cette même unité, appellent à voter la loi Macron sans rien y changer!

### Plus que jamais, on lâche rien!

La loi n'arrivera pas au Sénat avant mars. Il est encore temps de convaincre pour mobiliser davantage : sur Toulouse, un collectif conteste, y compris devant la justice, la privatisation de l'aéroport prévue dans la loi ; une grève des audiences est en cours dans plusieurs conseils de prud'hommes



FRONT DE GAUCHE – ÉELV

## Ils ne pensent qu'à ça!

Alors que l'heure est à la construction de la mobilisation unitaire et la plus large possible contre ce gouvernement PS-Medef, certains sont déjà en lice... pour 2017, surfant sur la dynamique Syriza et Podemos, et rêvent d'une nouvelle union de la gauche.

n'y a pas à cette heure d'accord politique entre les deux organisations, il y a et il y aura pour les prochaines élections départementales de nombreux accords entre le PG et ÉELV, tout comme il y aura de nombreux accords entre ÉELV, le PCF et le PS...

### Dis-po-ni-ble

Depuis longtemps déjà, Mélenchon s'appuie sur des exemples internationaux pour établir sa stratégie : d'abord Die Linke en Allemagne, puis le Venezuela de Chavez, et aujourd'hui Syriza et Podemos. Mais, il y a quelque chose qui ne change pas, c'est bien son « envie » d'y aller. « Ma situation est simple : je suis disponible. (...) De bon cœur, j'irai au poste de combat que l'on m'assignera. Je ne suis pas un simple protestataire. Si nous devions gouverner, je saurais le faire » dit-il modestement dans la dernière livraison du JDD, même s'il tempère aujourd'hui ses propos. De quoi énerver Pierre Laurent et le PCF qui se voient à cette étape



À quoi pensent-ils? DR

comme les artisans principaux du grand mecano pour une nouvelle majorité à gauche.

Il ne fait aucun doute que toute cette agitation trouvera une première concrétisation, sans doute pas aboutie, dans les échéances électorales de cette fin d'année, les élections régionales. Mais l'essentiel est ailleurs : font-ils tous d'une opposition assumée à ce

impactés par la réforme ; la mobilisation des journalistes a obligé le gouvernement à retirer l'amendement sur le secret des affaires... Ces initiatives doivent être décuplées. Aussi, les syndicats opposés à cette loi seraient bien inspirés d'appeler à une journée nationale de mobilisation, tout comme les fédérations du commerce. Le collectif 3A pourrait lui, sans attendre, initier une initiative centrale, comme un meeting ou une montée nationale.

Pour le vote à venir, il faudra aussi prendre en compte l'effet Syriza sur certains députéEs socialistes, mais aussi la perte par le PS de la majorité parlementaire suite à la défection d'un des leurs (une perte qui pourrait être compensée par l'élection de son candidat au second tour face au FN dans le Doubs). C'est pourquoi, bien conscient de cet écueil, Macron fait les yeux doux à la droite, escomptant gagner les voix qui remplaceraient celles de gauche tentées par l'abstention, voire par un vote contre son projet.

LD

gouvernement et à son orientation le point central de cette nouvelle union de la gauche? Et au service de quelles mesures de rupture avec l'austérité, pour le bénéfice du monde du travail?

D'ici 2017, soyons sûrs que la route – sans nul doute longue, très longue – ne sera pas droite, et que la pente sera toujours forte... Sandra Demarcq





PODEMOS

# « Un outil politique capable de chasser le gouvernement dans quelques mois »

**Entretien.** Militant à Madrid, **Raul Camargo** est membre de la direction du mouvement Anticapitalistas et de Podemos. Avec lui, nous revenons sur la grande manifestation de Podemos samedi 31 janvier et la politique des anticapitalistes dans l'État espagnol et au niveau européen.

## Comment expliquer la réussite de la manifestation de Podemos à Madrid ce samedi ?

La « Manifestation pour le changement » a réuni plus de 150 000 personnes, une majorité sociale travailleuse désireuse de chasser le gouvernement du Parti populaire (PP - droite) et de montrer qu'il existe un outil politique capable de le faire dans quelques mois. Depuis la manifestation des Marches de la dignité le 22 mars 2014, nous n'avions pas vu pareille démonstration de force. Le travail des cercles de Podemos a été très intense dans

la préparation de la manifestation. Aujourd'hui, le gouvernement du PP et l'alternative sociale libérale du Parti socialiste (PSOE) s'inquiètent plus que jamais. Leur éviction du pouvoir approche.

## Quelles sont les perspectives au niveau des mobilisations et manifestations, et dans les urnes ?

Il n'y a pas eu beaucoup de mobilisations cette année, parce que la majorité sociale attend les élections pour chasser le PP et le PSOE du gouvernement. Il est important que ces deux partis ne l'emportent pas à nouveau.

Dans la manifestation samedi dernier, « Nous pouvons aussi » ! DR



Mais il faut aussi qu'il y ait un pouvoir organisé dans les quartiers et les lieux de travail pour soutenir les mesures progressistes d'un futur gouvernement de gauche, aussi pour le contrôler s'il s'écarte des promesses de son programme. Bientôt, il y aura une nouvelle mobilisation des Marches de la dignité revendiquant du pain, du travail et un toit. Nous devons aussi y être et en faire un nouveau succès.

## Ton organisation, Izquierda Anticapitalista (IA), s'est transformée en mouvement dans Podemos. Pourquoi ?

IA est devenue un mouvement appelé Anticapitalistas. Il intervient dans Podemos et dans d'autres espaces sociaux. Nous avons franchi ce pas avec le soutien majoritaire de notre organisation, 82% des voix, et de très bonnes perspectives de croissance. La naissance de Podemos, que dès le départ nous avons contribué à créer, nous oblige à nous transformer mais en aucun cas à nous dissoudre. Nous continuons et plus forts que jamais.

## Comment apprécier la situation européenne et la brèche ouverte dans l'austérité par la victoire de Syriza ?

La victoire de Syriza est un pas très

important pour pouvoir franchir une nouvelle étape dans le rapport entre les peuples du sud et la troïka. Il est plus important que jamais d'avoir un peuple organisé et disposé à se mobiliser contre les chantages auxquels les institutions européennes vont se livrer.

La victoire électorale est un point d'inflexion mais si elle n'est pas accompagnée des mesures nécessaires pour pouvoir imposer la réalisation du programme de Syriza, elle peut engendrer une grande déception. L'auto-organisation des travailleurs est de ce fait indispensable.

## Quels liens construire entre les anticapitalistes au niveau du continent ?

À cette étape, les liens entre les anticapitalistes de toute l'Europe sont indispensables. Pour renverser la troïka et les créanciers, il faut une coordination démocratique et efficace de toutes les organisations sociales et politiques de gauche prêtes à défier les marchés. À Podemos, il est bien clair que l'internationalisme est aujourd'hui plus qu'un mot d'ordre, c'est une nécessité.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz (traduit par Monicá Casanova)



## Le monde en bref

### Serbie Rencontre féministe pour la Marche mondiale des femmes.

La Marche mondiale des femmes organise sa quatrième action internationale en Europe : une caravane féministe partira le 8 mars du Kurdistan, à l'est de la Turquie, et roulera pendant 8 mois vers l'Est, le Nord, l'Ouest et le Sud de l'Europe, pour finir au Portugal le 18 octobre. Le but ? Renforcer les solidarités internationales entre femmes et féministes, et donner de la visibilité à nos différentes luttes et alternatives politiques contre le système capitaliste, patriarcal et militariste globalisé. L'occasion de consolider les liens entre l'Europe de l'Ouest et la périphérie à l'Est.

Le 17 et 18 janvier s'est tenue à Belgrade (Serbie) une réunion pour organiser le passage de la Caravane féministe dans les Balkans en avril. Trois axes ont émergé : contre les privatisations et politiques d'austérité, dont les femmes sont les premières victimes ; pour une dignité dans le travail ; « mon corps, mon droit ». Ont été discutés l'organisation d'une manifestation de lesbiennes et féministes anticapitalistes à Belgrade, à laquelle seront conviés plusieurs « pays de l'Est » (Russie y compris) ; une rencontre entre syndicats féminins et ouvrières en Serbie du Sud ; un parcours vélo entre Belgrade et Tuzla (Bosnie), devenue le symbole des luttes ouvrières et de l'auto-organisation citoyenne ; une manifestation à Ljubljana (Slovénie) commémorant la victoire partisane yougoslave contre le fascisme. Ces actions doivent être organisées, discutées et complétées. À retenir : le 24 avril en mémoire de l'incendie meurtrier de l'usine textile Rana Plaza au Bangladesh, pour laquelle la Marche mondiale des femmes appelle à une journée de solidarité mondiale (la caravane féministe sera alors en Croatie). L'occasion pour le NPA de se mobiliser et de consolider ses forces féministes internationales.



Kassia Aleksic

### USA Exécution d'un handicapé mental

Le 27 janvier dernier, Warren Hill, un noir américain de 54 ans, a été exécuté par injection létale au pénitencier de Jackson (Géorgie), après avoir passé 24 ans dans le couloir de la mort. D'après son avocat et les expertises psychiatriques de plusieurs médecins, Warren Hill avait l'âge mental d'un enfant de 11 ans.

En 2002, la Cour suprême avait estimé que les handicapés mentaux ne pouvaient pas être exécutés car leur handicap « ferait courir le risque d'une exécution arbitraire ». Mais en même temps elle avait reconnu à chaque État le droit d'évaluer lui-même le seuil qui détermine le handicap...



L'horreur étatsunienne... DR

De plus en plus de pays considèrent que la peine de mort est un acte barbare qui ne joue en rien son prétendu rôle de dissuasion. De plus, elle crée une injustice irréversible en cas de jugement erroné. Aux USA, seulement 12 États l'ont abolie. Pour les 38 autres, à la barbarie de l'acte lui-même, s'ajoute le risque d'augmenter encore l'horreur avec l'utilisation de l'injection létale. Car récemment, plusieurs condamnés ne sont pas morts de suite après l'injection. En juillet dernier, Clayton Lockett s'était remis à bouger et à parler après l'injection, avec des « douleurs atroces » avant de succomber à une crise cardiaque foudroyante. Joseph Wood, lui, n'est mort que 117 minutes après l'empoisonnement. Au 21<sup>e</sup> siècle, les États-Unis, grand défenseur de la démocratie et de la civilisation occidentale, sont membres d'un club de plus en plus petit, formé des pays qui continuent à appliquer cette peine barbare. Parmi ceux-ci se trouvent d'autres grandes « démocraties »... comme l'Arabie saoudite, la Chine et la Corée du Nord. Tout un programme.

Ross Harrold

# ÉGYPTE La répression pour taire la résistance

Quatre ans après la chute du dictateur Moubarak, l'Égypte traverse une crise économique et sociale d'ampleur. Le régime voit dans la répression le seul moyen de maintenir son pouvoir. Mais dans le monde du travail et dans les universités, les mobilisations ne cessent de se multiplier.

La répression se déchaîne... Le 24 janvier, des dizaines de manifestants ont été assassinés, dont Shaïmaa El-Sabbagh, une militante de gauche et des droits des travailleurs. Le 25 janvier, les manifestantEs ont essuyé des tirs de chevrotine et de gaz lacrymogène. Bilan : 28 morts et 927 arrestations.

## La résistance continue

Le 18 janvier, quelque 500 travailleurs de la distribution du pain au gouvernorat de Beheira ont organisé un rassemblement de protestation devant le conseil des ministres pour exiger un emploi permanent. Les travailleurs de la Compagnie de filature et de tissage de Mahalla ont entamé mi-janvier une grève de cinq jours pour exiger, entre autres, la cessation du harcèlement contre les dirigeants syndicaux, la démission du représentant de l'administration, une prime et l'application du salaire minimum.



Le 29 janvier une manifestation d'Égyptiennes suite à la mort de Shaïmaa El-Sabbagh. DR

Le 29 janvier, des travailleurs de la société Tanta du Lin et des Huiles ont débrayé pour exiger l'exécution d'un arrêt de justice portant sur la réintégration des travailleurs mis en retraite anticipée et le retour de l'entreprise au secteur public.

Ces grèves montrent l'énorme force potentielle de la classe ouvrière qui reste l'épine dorsale du mouvement revendicatif. Elles constituent un vrai défi au régime. Des mobilisations ont également lieu dans les universités. La magnifique

manifestation de femmes suite à l'assassinat de Shaïmaa El-Sabbagh est un autre acte de défi à la machine répressive du régime.

## Un pouvoir qui reste instable

Bien que son pouvoir ne soit pas menacé à court terme, rien n'est totalement gagné pour la contre-révolution. Les forces révolutionnaires sont affaiblies mais elles sont toujours là. Plus largement, pour celles et ceux qui ont expérimenté la répression et l'injustice, la rupture avec le régime est faite, même si elle ne s'exprime pas politiquement. Le chômage, la précarité, les problèmes de logement, les difficultés d'accéder aux soins, l'érosion constante des salaires, la vie chère, le musellement des libertés démocratiques et syndicales... qui étaient le détonateur de la révolution du 25 janvier 2011 ne sont toujours pas résolus. Avec sa fuite en avant répressive et une politique qui ne peut mener qu'à l'appauvrissement et au non-investissement, le régime ne peut qu'élargir le champ de la contestation. En considérant tous les pro-Morsi comme des terroristes, il en pousse un certain nombre à rejoindre les groupes terroristes djihadistes. Dans ces conditions, les élections législatives prévues en mars prochain intéressent peu la majorité des Égyptiens dont le souci premier est de sortir de la misère et d'en finir avec la machine répressive.

Rafik Khalifaoui

Version longue sur le site du NPA



## PLATEFORME 1 (35,42%)

## « Tourner la page »... de ce congrès, revenir aux réalités

Pendant que nous tenions notre congrès, deux événements ont illustré les contradictions de la situation. D'un côté, la menace représentée par le FN est une nouvelle fois confirmée par l'arrivée en tête de sa candidate à l'élection législative partielle dans une circonscription ouvrière du Doubs. De l'autre, une semaine après la victoire de Syriza en Grèce, la marche pour le changement organisée par Podemos à Madrid a regroupé 150 000 personnes.

## D'ici 2017, la route reste longue

Autant dire que centrer notre congrès sur la question électorale et faire le choix d'exclure à priori et à tous les niveaux toute alliance et toute discussion (sauf éventuellement avec LO!?) est loin de répondre aux nécessités de la période. Cette décision est loin de la réalité elle-même, et d'ici 2017, nous n'abandonnons pas l'espoir et le combat pour que, à la chaleur d'une remobilisation, se dégage une issue sociale et politique : une opposition de gauche au gouvernement, qui refuse toute alliance avec le PS et exclut tout rabibochage de l'union de la gauche, unitaire, porteuse des luttes anti-austérité, contre les grands projets inutiles et pour le climat, antiraciste et antisécuritaire, féministe et internationaliste.

Nous ne doutons pas qu'alors nos camarades qui ont joué avec le feu du repli sur soi à ce congrès, et ont rendu possible une majorité de circonstance sur la question électorale, sauront, elles et eux aussi, saisir cette possibilité.

## Refuser l'union nationale, mobiliser

Aujourd'hui, l'essentiel est de réagir à la situation à la fois révélée et créée par les attentats et d'agir vite face à la récupération opérée par le gouvernement. Face à l'union nationale cimentée par l'islamophobie et contre l'offensive sécuritaire, autoritaire et guerrière, notre congrès a su exprimer ce qui doit rester la raison d'être du NPA, la radicalité contre le gouvernement et contre tous les racismes, et la détermination à construire une riposte unitaire. L'année va être rythmée par la montée de la mobilisation pour « changer le système pas le climat ». Pour les anticapitalistes, cette mobilisation sera l'occasion de donner un nouveau souffle aux luttes à la fois sociales, écologiques et internationalistes contre le capitalisme et son productivisme, d'y faire vivre notre projet écosocialiste, un enrichissement, une radicalisation et un approfondissement de notre projet de transformation révolutionnaire de la société.

Autant de raisons d'y mettre toutes nos forces...

## Indépendants et solidaires

Contre la loi Macron, contre l'ensemble de la politique gouvernementale et l'offensive des capitalistes, contre l'extrême droite, nous défendrons et nous porterons une politique unitaire et radicale. Syriza et Podemos montrent chacun à leur manière qu'une force ou un regroupement de forces indépendantes, à gauche du PS, peut représenter un outil saisi par les exploités et les opprimés pour en finir avec les politiques capitalistes imposées aux peuples d'Europe. Nous mettrons toute notre énergie pour que les espoirs soulevés deviennent des réussites. Tout pas en avant des unEs peut donner force et confiance aux autres, mais les défaites sont aussi contagieuses. L'heure n'est donc ni à la chasse aux illusions ni aux prophéties de trahisons, mais à la solidarité agissante.

Au sortir de ce congrès, « tourner la page » d'un NPA ouvert et intégré au mouvement réel est moins que jamais d'actualité. L'orientation unitaire, radicale et anticapitaliste, plus de 35% des voix, reste celle qui a rassemblé le plus de militantEs du NPA. Elle continuera à se faire entendre ces prochains mois !  
L'équipe d'animation de la plateforme 1

## PLATEFORME 2 (26,04%)

## Un congrès au milieu du gué...

Pour toutes celles et ceux qui se sont investis dans la bataille politique menée par la plateforme 2 il y a, à la fin de ce congrès, un sentiment partagé entre la fierté du travail accompli, l'insatisfaction devant la difficulté à lever des blocages, des inquiétudes aussi pour la suite.

La fierté du travail accompli car toutes et tous peuvent en juger, la PF2 a beaucoup aidé au débat tant sur les questions politiques générales que sur les questions internes et de fonctionnement. L'objectif était audacieux, porter les clarifications indispensables tout en contribuant à rassembler le parti sur son socle commun, le regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires.

Les clarifications ont eu lieu : la prise en compte de la rupture des classes populaires avec la gauche, la nécessité de retrouver notre boussole de l'indépendance de classe, nous dégager des confusions des formules de l'opposition de gauche et du gouvernement anti-austérité pour ne pas prêter le flanc à des amalgames entre la nouvelle mouture d'union de la gauche de Mélenchon et nous. Pour la grande majorité des camarades s'est aussi clarifiée l'articulation entre politique unitaire et politique du NPA pour redonner la priorité aux tâches de construction,

d'implantation dans le monde du travail et la jeunesse.

Autre acquis important, le congrès a abouti à des décisions largement majoritaires par-delà les tendances. La motion pour une campagne contre l'union nationale, la motion sur la lutte contre l'extrême droite s'appuyant sur le document « Texte sur l'extrême droite et le FN », la motion sur le climat, la motion féministe, le texte sur notre intervention dans les entreprises et notre activité dans les organisations syndicales même s'il n'a pas été soumis au vote. Sans oublier la motion sur les élections actant qu'aucun accord n'était possible pour les prochaines échéances électorales avec le Front de gauche.

Nous aurions pu espérer que nous pourrions aboutir à une déclaration nous adressant à l'extérieur, aux travailleurEs, aux jeunes définissant les tâches et ambitions du NPA dans les mois qui viennent. Malheureusement, nos efforts se sont heurtés aux luttes fractionnelles. La plateforme 1 est restée fermée sur une orientation qui induisait la rupture avec la plateforme 3 et celle-ci, qui regroupe deux courants constitués en fractions publiques, ne visait qu'à constituer une nouvelle majorité allant de la 2 à la 5.

Un congrès donc paradoxal à travers lequel s'est exprimée la contradiction entre la politique

nécessaire pour rendre notre parti efficace, clarifier et rassembler, et les luttes de tendances constituées. Cette contradiction ne se résoudra pas par des mesures administratives ou en cultivant les hostilités. Nous ne pourrions la surmonter qu'ensemble en élaborant et mettant en œuvre une politique répondant aux besoins de la situation, des luttes et mobilisations ainsi qu'à la défense de nos idées pour reconstruire autour de nous une conscience de classe.

Notre plateforme n'a pas vocation à se transformer en courant ou tendance pérenne. Notre tendance c'est le NPA, et nous continuerons le travail accompli durant ce congrès avec l'ensemble de nos camarades en poursuivant le débat au quotidien à la lumière de notre activité militante, de nos expériences communes, de nos tâches de construction dans le monde du travail et la jeunesse, sans rendre les autres responsables de nos difficultés.

Un vaste chantier est ouvert alors que la colère des peuples commence à rompre le carcan des politiques d'austérité. Tout concourt à donner sa force au projet de rassemblement pour la transformation révolutionnaire de la société. Ensemble soyons à la hauteur de nos responsabilités.

Le comité d'animation de la plateforme 2



## Le NPA e

Notre 3<sup>e</sup> congrès s'est déroulé du vendredi 30 janvier 2015 au dimanche 1<sup>er</sup> février 2015. 1 400 votantEs ont discuté, débattu... et voté. Plus de 40% (46,32%) ont voté pour notre intervention féministe (motion de campagne contre l'union nationale (70,20% en 2015 et 2017 a aussi été adoptée (59,90%). Ce congrès a élu notre direction – paritaire – composée de 95 personnes.

## PLATEFORME 3 (21,88%)

## Une page tournée... mais pas encore d'orientation ni de direction alternatives

Le 3<sup>e</sup> congrès du NPA a confirmé le choix exprimé dans les AG locales de tourner la page de la recherche d'accords électoraux avec les organisations du Front de gauche. Plus globalement, le rejet, par près de deux tiers des militants, de l'orientation défendue par la majorité sortante constitue une bonne nouvelle pour tous ceux qui se battent, depuis des années, contre une orientation polarisée par nos relations avec les réformistes.

Néanmoins le NPA sort du congrès sans orientation ni direction alternatives. Nous avons pourtant tout fait pour rassembler les délégués P2, P3, P4 et P5 autour de quelques axes d'orientation majoritaires issus des AG autour d'une déclaration de fin de congrès. Malheureusement la P2 a refusé cette démarche. Avec ses 26%, la P2 porte ainsi une lourde responsabilité sur la probable aggravation de la crise de direction dans la prochaine période, voire sur le fait de laisser à la direction sortante, pourtant minorisée, les mains libres pour continuer de mener sa politique, notamment à travers les porte-parole.

Nous avons tout fait avec les 22% des délégués de la P3 pour éviter ce scénario. Dès la veille du congrès, en proposant de sortir avec la P2 une déclaration sur la base de ce

qu'elle-même avait défendu dans les AG ou dans les instances de direction (indépendance à l'égard du réformisme en France ainsi que vis-à-vis du gouvernement Syriza en Grèce, clarifications stratégiques partielles, importance accrue à donner à l'intervention en direction de la classe ouvrière), pendant le congrès, en acceptant d'amender le texte proposé par la P2. Mais le refus de la part des dirigeants de la P2 d'acter cette mise en minorité politique de la majorité sortante les a conduits au plus absurde des paradoxes. Dans la mesure où la P1 refusait de voter leur projet de déclaration avec nos amendements et ceux de la P5, les dirigeants de la P2 ont retiré le texte qu'ils avaient pourtant soumis eux-mêmes à la discussion. Par-delà nos désaccords avec ce texte, la P5 et nous-mêmes avons pris nos responsabilités et avons soumis au vote la déclaration présentée par la P2 à la tribune. Sans succès, car cette dernière a refusé de prendre part au vote ! Difficile à expliquer aux militants, comment on peut ne pas voter finalement une déclaration qu'on a écrite, dont on a accepté les amendements et qu'on a présenté soi-même devant le congrès. Du côté de la P4, les camarades ont préféré rester spectateurs du débat du NPA en refusant eux aussi de voter cette déclaration.

La direction de la P1 propose de soutenir le gouvernement de conciliation de classes en Grèce et théorise l'existence de « nouveaux réformismes », à l'instar de Syriza ou Podemos, qui justifierait une nouvelle attitude des révolutionnaires à leur égard. Malgré la mise en minorité de cette orientation et la décision positive concernant les prochaines échéances électorales, la question du réarmement stratégique en partant de l'expérience du NPA et d'une réorientation centrée sur l'implantation et l'intervention au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse est décisive pour la construction d'un parti révolutionnaire. Par-delà son score lors de ce congrès, la P3 a fait preuve d'une cohérence et d'une homogénéité croissantes, en restant ouverte à des accords circonscrits avec d'autres plateformes pour faire avancer le NPA, comme sur la campagne contre l'union nationale votée très largement par le Congrès. Ces acquis semblent déranger une partie des camarades, qui ont dénoncé au fil de leurs interventions « les tendances » comme étant responsables de tous les maux du NPA. Ces acquis seront, pour nous, un point d'appui pour poursuivre la construction du NPA révolutionnaire dont notre classe a besoin.



# n congrès

ier au dimanche 1<sup>er</sup> février. Durant trois jours, les 193 délégués représentant plus de leurs motions concernant nos interventions, par exemple pour une campagne sur le (92,59%) ou sur la lutte contre l'extrême droite (98,95%), ont été adoptées, ainsi qu'une (59%) reproduite en page 10. Une motion spécifique sur les échéances électorales de congrès a aussi ouvert le chantier d'une élaboration sur notre stratégie (63,49%). Enfin il camarades (accompagnés de 95 suppléants), dont une majorité vient des régions. nous ouvrons nos colonnes aux différentes plateformes qui s'y sont exprimées.

## PLATEFORME 4 (6,77%)

### Quelles doivent être nos tâches à l'issue de ce congrès?

Nous aspirons à être « l'aile marchante du mouvement réel » ont proclamé plusieurs délégués à la tribune du congrès du NPA qui s'est tenu ce week-end. Mais qu'est-ce que cela veut dire concrètement? Qu'il faut juste marcher avec le mouvement? Ne pas le regarder passer? Ou bien est-ce que cela veut dire que notre objectif est d'avoir une influence sur le mouvement réel? Car ce n'est pas parce que le logo du NPA figure sur tel ou tel appel que nous sommes dans le mouvement réel. Encore moins que nous aurions une prise sur lui, sur un mouvement qui n'existe qu'à travers des déclarations et des bouts de papier. Il vaut mieux parfois que le NPA ne figure pas sur certains appels, ne soit pas identifié comme proche ou allié à tel ou tel parti, c'est-à-dire compromis avec sa politique. Mais ce n'est pas non plus parce que nous ne figurons pas sur un appel et que nous avançons les bons mots d'ordre, le bon programme ou les bons « principes fondateurs », que nous avons une influence sur un mouvement réel. Ce n'est pas suffisant. Peser, avoir une influence, cela dépend de notre implantation. Cela dépend au final de notre capacité à intervenir dans les mouvements avec nos propres forces.

Et pour nous, communistes révolutionnaires, anticapitalistes, cette implantation et cette intervention politique doivent se faire en priorité dans la classe ouvrière et dans la jeunesse.

**Priorité à l'implantation, nous sommes nombreux à nous déclarer d'accord sur ce point, sur ce que certains appellent la « centralité » de la classe ouvrière. Eh bien chiche!** Allons-y! Quelle que soit notre plateforme, travaillons sérieusement à intervenir et à recruter dans la jeunesse, à implanter dans la classe ouvrière un courant politique anticapitaliste et révolutionnaire, ce qui suppose de militer en priorité sous notre propre drapeau, et pas exclusivement derrière celui d'un syndicat ou d'un collectif – en cherchant prioritairement on ne sait trop quelle « unité » derrière des directions politiques ou syndicales qui sont des soutiens du gouvernement contre les travailleurs. On en a encore eu un exemple le 11 janvier dernier, avec le ralliement unitaire des centrales syndicales derrière Hollande et sa politique de guerres à l'extérieur, de guerre de classe à l'intérieur. Propageons et implantons nos idées révolutionnaires. Et confrontons nos expériences, faisons un état des lieux de nos interventions. Discutons de nos besoins. Parlons de tout cela dans nos comités, au

CPN, au CE. Bref, que ce soit la préoccupation de toute l'organisation.

**Oui, il faut que le NPA ait une position claire par rapport au Front de gauche, qui n'aille pas dans le sens d'une alliance politique durable avec celui-ci,** d'un front politique pour une nouvelle version de la gauche plurielle, même rebaptisée « radicale ». Assumons notre propre politique et, contrairement aux autres partis, pas seulement lors des élections. D'autant plus que les élections sont une question annexe pour des révolutionnaires. Nous n'échapperons pas à la confrontation régulière de nos orientations, de nos interventions. Le tout est que cette confrontation se fasse de manière franche et fraternelle. Cherchons d'abord à nous convaincre plutôt qu'à passer en force ou à imposer. Étant donné la situation du NPA, nous avons besoin de tout le monde. On n'est pas d'accord sur un certain nombre de points? On ne s'est pas convaincu? Ce n'est ni un drame ni une surprise. Mais encore une fois, faisons ce sur quoi nous affirmons être d'accord: priorité au recrutement de jeunes, à l'implantation et à l'intervention dans les différentes luttes de la classe ouvrière. **C'est une tâche éminemment politique.** 2 février 2014, les délégués au congrès de la plateforme 4

## PLATEFORME 5 (6,77%)

### Les logiques d'appareil empêchent le changement de cap voulu par la base... mais qui n'en est pas moins lancé

Nous avons défendu notre projet d'un NPA ouvertement révolutionnaire, porteur du projet communiste autogestionnaire, se construisant dans la classe ouvrière et participant aux luttes de toutes les opprimés. En même temps, nous avons tout fait pour rassembler une majorité sur la base de points d'accord transplateformes pour mandater la nouvelle direction, en alternative à la politique de la direction sortante (P1). Nous avons ainsi été à l'initiative de la motion A sur les élections: son adoption à 60% (plus encore dans les AG électives) scelle enfin notre indépendance électorale par rapport au Front de gauche, non par posture mais en raison de nos différences programmatiques. Un des verrous pour que le NPA puisse

exposer clairement sa politique a donc sauté. Il reste à s'assurer que cette motion soit respectée. De plus, l'amendement que nous avions défendu avec la P2, reliant notre combat écologique à l'objectif de la révolution socialiste et de la planification démocratique, a également été majoritaire malgré une ultime manœuvre de la P1. Enfin, nous avons contribué à l'élaboration durant le congrès de la motion décidant une campagne contre l'union sacrée et l'islamophobie, elle aussi majoritaire. Tout cela constitue des acquis très positifs pour le parti. Après les AG électives mettant en minorité la P1, nous avions clairement annoncé notre objectif pour ce congrès: regrouper les délégués des P2, 3, 4 et 5 autour d'une déclaration de congrès actant les points communs de ces plateformes et les votes majoritaires des AG pour relancer la construction sur un nouvel axe. Nous avons tout fait pour parvenir à cet objectif malgré les ambiguïtés permanentes des dirigeants P2 et des relations

bien peu fraternelles. Nous étions tout près du but: un groupe de travail (P2-P5) a intégré au projet de texte P2 des amendements P3 et P5. Rompant avec la ligne du « gouvernement anti-austérité », il mettait en avant l'objectif d'un gouvernement anticapitaliste des travailleurs/ses, en rupture avec les institutions bourgeoises. Il disait que sans annulation de la dette, sans nationalisation des entreprises stratégiques, sans rupture avec les traités de l'UE, les promesses de Syriza ne pourraient pas être tenues. Il définissait une priorité d'implantation dans les entreprises et une orientation en rupture avec les bureaucraties syndicales. Enfin, il intégrait le contenu de la motion A sur les élections et de la motion climat amendée. C'était inacceptable pour la P1. Mais cela convenait sur le fond aux P2, P3 et P5, même si c'était un texte de compromis. Nous aurions pu avoir, pour la première fois dans l'histoire du NPA, une déclaration de congrès majoritaire issue d'un travail d'élaboration commun...

Finalement, la P3 a fait savoir in extremis qu'elle voterait avec nous la déclaration. Mais la P2 a décidé de ne pas prendre part au vote sur son propre texte sous prétexte que la P1 n'en voulait pas. La logique d'appareil a donc pris le pas sur la logique politique du congrès et sur le sens des votes majoritaires. Au final, la déclaration a donc été minoritaire, au grand soulagement de la P1, qui peut remercier les dirigeants P2 qui ont refusé d'acter sa mise en minorité et de prendre leurs responsabilités. Les tendances sectaires de la P3 ont malheureusement facilité ce défilement de la P2. Mais cette détestable logique d'appareil ne pourra masquer bien longtemps la réalité qui s'est massivement exprimée dans les AG électives: les militants veulent rompre avec la politique qui a mené le parti dans l'impasse. Si le changement reste très partiel maintenant, il s'imposera d'autant plus fortement demain!

La délégation P5 au congrès

## PLATEFORME 6 (3,13%)

### En finir avec nos divisions, pour un parti collectif et fraternel

La P6 est issue du regroupement de 4 plateformes locales, elles-mêmes issues d'une insatisfaction face à la division du parti, à la multiplication des plateformes, notamment à la division P1-P2 que nous considérons comme absurde et néfaste.

Nous avons, hélas, vécu un congrès sans surprise. Les discussions ont été largement dominées par les rivalités internes, s'achevant par l'incapacité déconcertante de s'entendre sur une déclaration commune qui aurait permis de regrouper le parti et de nous mettre en mouvement pour mener les batailles à venir. Les camarades de notre plateforme critiquent un parti en glué dans une crise interne, un fonctionnement qui manque de démocratie, de transparence, de liens collectifs et fraternels. Nous en avons ras-le-bol et cherchons une issue. Certes, nos difficultés sont essentiellement la conséquence d'une situation sociale et politique très dure: le climat de désignation générale et l'absence de mobilisations sont forcément un handicap pour un parti militant et contestataire comme le NPA. Nous manquons logiquement de quoi nous aérer et nous vitaliser.

Mais les retournements de situation, comme en témoignent les événements de Grèce et d'Espagne, sont possibles et de réelles possibilités existent. Il n'est pas contradictoire, mais complémentaire, d'être fermes sur nos positions et d'avoir une attitude ouverte et unitaire. Nous devons être des acteurs lucides et critiques, et non des commentateurs et des donneurs de leçons. Oui, notre parti trinque et se fragilise toujours un peu plus. Ce n'est pas une raison pour le traiter aussi mal. Nous avons besoin d'un sursaut pour nous relancer et poursuivre l'objectif initial: construire un parti anticapitaliste, large et unitaire. Aujourd'hui, il y a urgence à stopper la fragmentation. Il y a urgence à réunifier le parti. Cela ne signifie pas qu'il faut ignorer les désaccords entre nous qui sont parfois importants. Mais on doit pouvoir faire la part des choses. Les désaccords, même quand ils relèvent de profondes divergences politiques, doivent pouvoir se discuter respectueusement et sereinement, tout en travaillant ensemble. À continuer ainsi, il y a un vrai risque d'éclatement du parti, un vrai danger d'implosion et de disparition. Nous sommes encore de nombreux militants

dévoués, combattifs, investis dans la plupart des batailles, à faire vivre des collectifs unitaires, à tenter de faire converger les résistances partout où l'on est, à bâtir l'organisation. Nous n'avons pas le droit de gaspiller ce que nous avons commencé à construire. Pour cela, nous devons prendre au sérieux nos problèmes de fonctionnement qui sont des problèmes politiques à part entière. Nous devons combattre les mauvaises habitudes, les égos, les prétentions, les tentations de cliques... Notre parti n'est pas tel que nous l'espérons, mais il existe et il est précieux. Nous devons tout faire pour le préserver car malgré ses défauts, c'est un outil militant unique et utile, sans équivalent sur la scène politique, radicalement anticapitaliste et profondément unitaire. La période est difficile mais nous avons toutes les raisons de croire que nous pouvons être utiles à notre camp social. Nous avons bien l'ambition d'aider et de participer, avec d'autres organisations, à reconstruire le mouvement social, à préparer l'affrontement avec le patronat et le gouvernement, à mettre en œuvre notre solidarité avec les luttes des peuples, en Europe comme partout dans le monde.



## CHÔMAGE La baisse, ce n'est toujours pas maintenant!

Janvier 2015 ressemble à tous les mois depuis le début du quinquennat de Hollande: une nouvelle hausse de 0,2% sur un mois, soit 3 496 400 chômeurEs pour la catégorie A (pour l'Insee, les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)...

Le taux de chômage est en augmentation de 0,2% sur un trimestre. Toutes catégories confondues, le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à plus de 5 500 000 selon les chiffres officiels. En y regardant de plus près, on peut vérifier l'échec des politiques de tous les gouvernements. Avec les multiples réformes des retraites, ce sont les salariéEs de plus de 50 ans qui subissent la progression du chômage la plus importante (+ 10,4%). Et sans surprise, ce sont les femmes qui, quelles que soient les catégories d'âge, pâtissent le plus de la hausse du chômage.



Pôle emploi a encore beaucoup de travail... PHOTO: THÉRIÈRE ROUGE/MILU

Les demandes d'emploi de longue durée voient les statistiques exploser: + 9,7% en un an, soit près de 200 000 personnes. Si les sorties de l'emploi en fin de CDD restent les plus importantes, c'est dans les « autres cas » que l'on trouve la plus forte augmentation, avec notamment l'accroissement du nombre des natures conventionnelles: plus de 300 000 homologuées par les services du ministère du Travail pour 2014.

### Derrière les chiffres, la désespérance

Toutes ces statistiques ne prennent pas en compte le traitement administratif du chômage qui pousse des milliers de personnes à renoncer à leurs droits, et les dégage des statistiques. Des chiffres et des courbes qui ne sauraient non plus masquer le développement de la misère et du désespoir... Tout ce qui mène aux désespérances à l'origine en particulier de la progression du vote Front national ou du parcours de jeunes embrigadés par les fanatiques religieux... Et ce n'est pas la moindre des raisons de s'opposer totalement à la loi Macron qui, entre autres méfaits, donnerait encore plus de facilités aux employeurs pour licencier sous prétexte de difficultés économiques, tout en supprimant toujours plus de possibilité de contestation par les salariéEs.

Robert Pelletier

## CONFLIT ROUTIER Où en est-on?

Mardi 3 février se tenait de nouveau une réunion de négociations au ministère du Travail entre les organisations patronales et les syndicats représentatifs des salariéEs du transport et des activités auxiliaires.



DR

La dernière négociation s'était tenue jeudi 29 janvier et fut aussi marqué par l'arrêt provisoire des blocages et actions entrepris depuis lundi 18. Lors de cette dernière réunion, des divergences entre les organisations patronales avaient commencé à apparaître. En effet, certaines représentent les TPE et PME (OTRE, TLF) alors que d'autres représentent les magnats du transport et de l'affrètement (FNTR), et beaucoup de divergences existent entre patrons, les uns sous-traitant les autres (voir article dans *l'Anticapitaliste* n°274). L'OTRE s'était montrée favorable à la discussion concernant les salaires et le 13<sup>e</sup> mois, et les syndicats avaient collectivement décidé de centrer les débats sur la question des salaires, ce qui laissait entendre une négociation favorable.

Entre-temps, la CFDT qui faisait cavalier seul jusqu'alors, a décidé de rejoindre l'intersyndicale.

Cependant, elle a déjà émis l'hypothèse que si les négociations de mardi 3 février tournaient mal, elle partirait en blocage dès dimanche 8 février à 22h... mais sans en avoir discuté avec les autres centrales. C'est pas ce qu'on peut appeler un bon départ!

### Les « avancées » par rapport au lundi 19 janvier

Le 19, le patronat se butait à 2% pour les premiers coefficients de la grille, une mesure hygiénique visant à les repasser au-dessus du SMIC sous lequel ils étaient maintenus depuis 3 ans, et un écrasement de la grille, avec 1% seulement pour le coefficient supérieur qui concerne pourtant 150 000 salariéEs. Mardi 3 février dans l'après-midi, les organisations patronales (OTRE) proposaient 2,2% pour les plus bas coefs et 1,4% pour les autres, ainsi qu'une augmentation de 2% des frais de route.

Autant dire rien au regard des revendications communes: 5% pour tous, salariéEs sédentaires compris (administratif, garage, exploitation) avec un plancher de 10 euros de l'heure et 100 euros net mensuels. Les autres revendications – telles que la suppression des jours de carence maladie – semblent être remises aux calendes grecques du fait de la focalisation des débats sur les salaires.

Au moment où ces lignes sont écrites, les négociations sont toujours en cours.

### Un rapport de forces dur à mettre en place

La crise du mouvement ouvrier n'épargne pas la profession car les actions de l'intersyndicale ont été menées par peu de militants et surtout que par des militants. Toutes les organisations ont fait l'inventaire et le constat que beaucoup de leurs élus n'étaient même pas présents aux premières heures des blocages.

Des appels ont été lancés en cours de semaine mais personne – à part sur de rares endroits comme Clermont-Ferrand (Cournon) ou Libercourt (62) – n'est venu grossir les rangs des bloqueurs. Même la CFDT, pourtant premier syndicat dans le métier, a eu du mal à déployer ses forces sur sa seule journée d'actions de mercredi, ses « troupes » étaient pourtant toutes fraîches.

Cependant, à partir de lundi prochain, si les négociations montrent un piétinement, les blocages pourraient cette fois-ci partir en trombe du fait de l'entrée de la CFDT, mais toujours avec les seuls militants.

On touche du doigt l'étrangeté de l'époque et la nécessité de faire converger l'ensemble des luttes en intersyndicale et en interprofessionnel. Un seul secteur, aussi nuisible puisse-t-il être quand il se met en grève, ne saurait à lui seul remporter ses luttes. C'est un constat fait aussi lors des dernières grèves de cheminotEs. Les attaques du patronat et du gouvernement sont nombreuses et générales, notre parti doit être parmi les fers de lance de la convergence des luttes.

Damien Lanchron



DR

## LYON (69) Les enseignantEs vacataires de Lyon 2 en grève

Les enseignantEs vacataires de Lyon 2 sont en grève depuis lundi 26 janvier à l'appel du collectif des précaires. Ils exigent un contrat de travail... et la paie qui va avec!

Bien qu'assurant des cours depuis septembre, une très grande partie n'a toujours pas signé de contrat et ne perçoit donc aucun salaire. À plusieurs reprises, des rassemblements ont eu lieu devant la DRH qui a promis une première fois des contrats pour le 31 octobre, puis pour fin janvier, puis maintenant pour mi-février...

Selon l'équipe présidentielle, il y aurait eu des problèmes de personnel au service des

ressources humaines. Deux des trois personnes sont indisponibles pour maladie et grossesse. Pour faire des économies, Lyon 2 a préféré ne pas remplacer ces personnels et faire travailler des dizaines de vacataires sans contrat.

### Les invisibles de l'université

Jeudi 29 janvier, 170 personnes se sont rassemblées devant le bâtiment de la DRH. Les enseignantEs vacataires,



À Lyon les invisibles se font entendre. DR

soutenus par quelques titulaires et surtout par une bonne centaine d'étudiantEs, ont remis un courrier à la DRH dans lequel ils et elles exigent, entre autres, la signature immédiate d'un contrat et des engagements pour que

cela ne se reproduise pas à la rentrée prochaine.

La présidence n'a visiblement que très peu de considération pour ces invisibles de l'université. Pourtant, sans ces enseignantEs-vacataires, ce serait pour certaines filières près de 70% des cours qui ne pourraient être assurés. À cela s'ajoute des travaux dirigés en sureffectif, des annonces de fermeture de cours pour les prochains semestres, du matériel endommagé ou qui ne fonctionne pas...

La présidence impose l'austérité sur le dos des personnels et des étudiantEs. Pour les vacataires, le combat qu'ils mènent va bien au-delà: il est celui de la défense de l'enseignement supérieur et de la recherche et du droit à l'éducation.

Correspondant

## POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE ----- Amende salée pour la France

1,078 milliard d'euros, c'est la somme que la France va devoir rembourser à Bruxelles. La Commission européenne estime en effet que c'est le montant des aides trop perçues par l'agriculture française. Or ce ne sont pas les bénéficiaires qui vont payer, mais l'argent public...

En effet, avant les élections départementales, pas question de se mettre la profession agricole à dos. Stéphane Le Foll, le ministre de l'Agriculture, s'est donc empressé de faire savoir que l'État prendrait à sa charge le remboursement. L'austérité n'est pas pour tout le monde!

Ce montant couvre la période 2008-12. Si la France n'est pas le seul pays condamné, c'est le plus lourdement sanctionné (3/4

du montant total de 1,4 milliard d'euros). Cette amende, que Le Foll qualifie pudiquement d'« apurement », recouvre des situations très différentes.

Ainsi la filière betteraves et sucre. Face à la surproduction et pour respecter les règles de commerce internationales, l'UE a décidé de restructurer la filière en supprimant les quotas sucriers d'ici 2017. Dès 2006 des aides ont été accordées aux producteurs de betteraves et aux



SITA VITRY-SUR-SEINE (94)

# Une détermination sans faille

Depuis le 22 décembre, trente salariés, soit la quasi-totalité des salariés de l'entreprise Sita basée à Vitry-sur-Seine, sont en grève. L'entreprise appartient au groupe Suez- Environnement chargé par la Ville de Paris du ramassage du verre dans huit arrondissements.

**D**es conditions de travail insupportables! La lutte a démarré pour protester contre la dégradation des conditions de travail, avec notamment l'exigence d'un équipier de plus par tournée. La direction avait décidé qu'un chauffeur pouvait travailler avec un seul rippeur (chargé de vider les containers dans la benne) alors qu'ils sont deux dans les autres entreprises parisiennes de la profession. Cette suppression conduit à une charge de travail beaucoup plus importante de travail, au-dessus de 500 litres par employé, alors que la norme est de 350 litres, cela avec les atteintes à la santé et à la sécurité: mal au dos qui entraîne des inaptitudes au travail qui conduisent au licenciement.

Pour compenser l'absence d'un deuxième rippeur, la direction propose une prime de qualité compensatoire mais cela ne suffit pas. La moitié du personnel est en contrat intérimaire de six mois non renouvelable. Tous les avantages liés à l'ancienneté sont ainsi balayés d'un revers de main. De plus, les salariéEs exigent le remplacement des camions bennes qui datent pour la plupart de 2002 et ne sont plus du tout adaptés à la circulation urbaine, tant sur la vétusté des équipements mettant en péril la sécurité des salariés que sur le danger sanitaire que représentent ces camions extrêmement polluants.

## Des responsabilités politiques

Début janvier, la direction de l'entreprise avait traîné les salariés devant le tribunal de Créteil pour entrave au travail des non-grévistes, mais avait été déboutée, tout en organisant partiellement le ramassage par des sous-traitants. Dans le même temps, elle emploie des «agents de sécurité» pour empêcher l'intrusion de personnes extérieures à l'entreprise. Les grévistes reçoivent régulièrement le soutien des salariéEs de nombreuses entreprises du département et les collectes permettent de tenir le coup financièrement. La semaine passée, ils sont allés rappeler à la mairie de Paris sa responsabilité en tant que donneur d'ordre. Plusieurs dizaines de personnes criaient: «Sita: casseur social! Mairie de Paris: coresponsable!», avec le soutien d'équipes syndicales des unions départementales CGT du Val-de-Marne et de Paris, des éboueurs d'autres sociétés, des salariés de la RATP et des agents hospitaliers du Kremlin-Bicêtre.

Dans la plupart des villes, la dégradation des conditions de travail, le blocage des rémunérations et des déroulements de carrière de la profession se sont accentués avec la privatisation de ce service par les municipalités. Encore un service dont le retour à une gestion publique devrait faire partie du programme de toute équipe municipale au service de la population.

**Correspondant**



LA POSTE (92)

## Non à la révocation de Yann! Construisons un collectif national contre la répression!

Fin janvier, près de 300 personnes ont participé au rassemblement à Nanterre (92) contre la révocation de Yann Le Merrer (voir interview dans l'Anticapitaliste n°274)...

**L**a réaction militante à la révocation de Yann a été plus large que lors des précédentes procédures disciplinaires ou pénales qui avaient frappé des syndicalistes postiers. La fédération SUD-PTT qui était directement visée était bien entendu présente, mais la CGT-FAPT a également officiellement pris position pour la réintégration de Yann. Les milieux militants qui se sentent concernés par cette affaire sont bien plus larges que les réseaux de solidarité habituels des postiers du 92. Et à raison.

### Fédérer contre la répression

En effet, si un fonctionnaire peut désormais être révoqué pour son activité militante, plus personne n'est à l'abri! En



La campagne de SUD contre la révocation de Yann.

s'appuyant sur ce sentiment, il est possible de fédérer les équipes militantes frappées par la répression dans le monde du travail et dans les mouvements sociaux. Regrouper les militantEs

concernés, défendre le droit à s'exprimer, à s'organiser, à manifester et à faire grève, en un mot construire un collectif national contre la répression, voilà la tâche de l'heure!

**Correspondant**



## Courrier des lecteurs

## Ça se passe comme ça à La Poste

Bonjour,

Juste un message de colère (et aussi de désespoir). Pendant 5 ans de CDD à répétition à La Poste, j'ai tout accepté: les horaires (3 h 30 le matin, les heures sup jusqu'à 23 h, les samedis travaillés et j'en passe), l'avant dernier contrat de 14 mois sans prendre une seule journée de vacances... Tout ça pour être remerciée le 30 septembre dernier. Sur les conseils de la CGT de la PIC (Plateforme industrielle du courrier) de Périgny (La Rochelle), je décide de lancer une action aux prud'hommes.

Une semaine plus tard, je reçois un appel du DRH de Périgny qui me propose un parcours pro de facteur avec au bout (il me le répète plusieurs fois) un CDI, étant donné me dit-il, que tous les chefs d'équipe avec lesquels j'ai travaillé ont toujours été satisfaits de mon travail. J'accepte (laissant tomber une formation que j'avais commencé à mettre en place avec Pôle emploi) me disant qu'enfin la galère CDD chômage allait prendre fin.

Je commence le 13 octobre avec des périodes théorie (validées par le formateur me disant apte à effectuer ce métier). Pas de souci également sur le terrain. Arrive la dernière semaine du parcours pro: aucune nouvelle, le DRH me croise souvent sans rien me dire. Le 29 janvier, commençant à m'inquiéter, j'en informe la CGT qui aussitôt appelle le DRH qui répond que La Poste me prolonge jusqu'au 28 février dans l'attente de signer ce fameux CDI. Et, le 30 janvier, vers 17h (je termine à 18h), je suis invitée à me rendre dans le bureau de mon cher DRH où je trouve également la directrice nouvellement recrutée. Ils m'annoncent que je ne suis pas compétente pour ce métier et que je n'aurai pas de CDI, ni même le prolongement jusqu'au 28 février qu'ils avaient annoncé la veille! Je leur demande si j'ai mal fait mon travail: non, j'ai bien compris tous les «process» (comme ils disent), je n'ai effectué aucune erreur, mais je ne suis pas faite pour ce métier. J'insiste mais je ne reçois aucun argument satisfaisant pour me démontrer que je ne suis pas compétente pour exercer ce métier. J'ai enfin compris qu'ils me mènent en bateau depuis le début. Ce parcours pro était destiné aux reclassés de la PIC (enfin ceux dont on voulait se débarrasser, ceux qui ne se laissent pas faire, ceux qui osent faire face à la direction), mais pour faire venir un formateur, il faut un certain nombre de personnes, il en manque. Alors on rajoute 3 CDD et le compte est bon.

Moi, j'y ai cru, j'ai fait mon travail correctement, je sais que je suis compétente, mais que la politique de La Poste, c'est de réduire les effectifs et de faire des profits pour ceux bien au chaud dans leurs bureaux. Pourtant ils ne se privent pas de prendre et de jeter les nombreux CDD et intérimaires et d'essayer progressivement de se débarrasser des derniers fonctionnaires! En plus, le DRH me dit que si j'ai besoin d'une lettre de recommandation pour mes recherches d'emploi, il le ferait sans problème. Ah bon je croyais que j'étais incompétente!

Je commençais à faire des projets, à envisager une vie plus stable et sécurisante et tout s'écroule en une seconde, une heure avant la fin de ce fameux parcours pro... Merci La Poste... Direction Pôle emploi, direction le néant...

**Laurence (La Rochelle)**

industriels du sucre. Mais si l'argent a bien été versé, la restructuration n'a pas toujours eu lieu. Et ce n'est pas fini. Le Foll veut que cette filière reste un leader européen et mondial en favorisant fiscalement le bioéthanol – qui n'a de bio que le nom – fabriqué à partir de betteraves sucrières.

Les surfaces primées représentent le plus gros de l'amende, 695 millions d'euros. Bruxelles reproche à la France de ne pas savoir mesurer ses champs et ses prairies. Un peu dur à avaler quand on sait que les contrôles satellitaires existent depuis plus de 20 ans et que les agriculteurs connaissent très bien les limites de leur propriété...

### Changer les pratiques agricoles

Certaines aides sont liées au respect de règles écologiques, et les syndicats ont beau jeu de se plaindre de la complexité

de ces règles – les règles d'écoconditionnalité – qui, pour certaines, sont aussi difficiles à respecter qu'à vérifier. Il s'agit, par exemple, de ne pas épandre plus d'une certaine quantité de déjections animales par hectare, de stocker les fumiers d'une certaine manière, de ne pas laisser de sols nus en hiver, de diversifier les assolements, de conserver haies, arbres et fossés, de laisser une bande enherbée le long des cours d'eau, etc. Il n'est pas surprenant que la France soit condamnée sur cet aspect, puisqu'elle est aussi régulièrement condamnée pour non-respect de la directive nitrates (avec pour conséquence la prolifération des algues vertes en Bretagne), que les dérogations préfectorales qui permettent aux agriculteurs de ne pas implanter de couvert végétal en hiver sont légion. Quant aux arbres, il y a longtemps qu'ils ont disparu des plaines céréalières.

Mais la solution n'est pas la simplification des règles comme le prônent par la FNSEA ou la Coordination rurale. C'est bien le changement des pratiques agricoles. Toutes les règles d'écoconditionnalité ne serviront à rien tant qu'on continuera à favoriser les élevages industriels ou les «nérocaburants», qu'on laissera les chimistes vendre leurs produits mortifères, qu'on favorisera l'exportation plutôt que le bien-être des consommateurs et des paysans. Avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, l'administration des territoires a été saignée et ne peut plus effectuer son travail de contrôle. Un milliard d'euros aurait pu aider 50 000 jeunes maraîchers à s'installer, au lieu de bénéficier aux gros producteurs grâce au gouvernement et à Bruxelles!

**Commission nationale écologie**



Des brouettes au chômage... PHOTOTHÈQUE ROUGE / M/LU



**Les Nôtres****Robert Cosson  
(1947-2015)**

Après une longue lutte contre la maladie, Robert vient de nous quitter dans sa soixante-huitième année.

Après une enfance difficile dans son village des Loges (Seine-Maritime), sa jeunesse avait été marquée par la précarité prolongée, celle des missions intérim dans les entreprises de la pétrochimie ou de la métallurgie havraises. Dès cette époque, militant de la Ligue communiste, il animait le comité de chômeurs au sein de l'UL CGT. Rentré à EdF dans la fin des années 70, il en deviendra une des figures du syndicalisme lutte de classe. Tout en participant à la commission exécutive de l'UL, c'est aussi sur le terrain de la lutte contre le racisme et contre le fascisme qu'il consacrait son énergie. Fidèle compagnon de route de la LCR puis du NPA, Robert nous laissera un souvenir où se mêlent ténacité, discrétion, chaleur humaine, et surtout son goût pour les soirées entre copains. Nos pensées vont à Carole et à ses proches. Salut Robert.

Les militants havrais du NPA



Plusieurs motions sur la question de notre réponse face à l'union nationale ont été discutées lors des AG électives. Une commission du congrès, représentative des diverses motions et points de vue qui se sont exprimés lors des débats, s'est réunie à plusieurs reprises et, suite à un long travail de discussion, a réécrit un texte en tenant compte des préoccupations des uns et des autres et de la volonté partagée de faire une campagne du parti.

Du 7 au 9 janvier 2015, trois individus se revendiquant d'al-Qaïda au Yémen et de Daech ont commis des attentats odieux contre Charlie Hebdo et un Hyper Cacher, que le NPA a condamnés sans réserves. Ces tueries et leurs suites sont un événement politique d'ampleur et aux conséquences durables. Elles illustrent les phénomènes de décomposition sociale et politique qu'engendre la politique des classes capitalistes tant au niveau national qu'international, attestent de l'influence en France de courants politiques fondamentalistes violents, et témoignent de la persistance et du développement d'un antisémitisme qui peut aller jusqu'au meurtre.

**Un piège tendu à notre camp social**

Le gouvernement Hollande s'est saisi de la légitime émotion populaire face à ces attentats, qui a pu s'exprimer, entre autres, par des manifestations de rue, pour se livrer à une opération de récupération politique prônant une « union nationale » face au « terrorisme islamiste ». Il s'agirait, au nom de valeurs communes, de défendre la nation contre un ennemi intérieur et extérieur. Quand bien même elles ont parfois affirmé tenter de s'en démarquer, la plupart des organisations du mouvement ouvrier se sont alignées derrière l'union nationale en appelant à manifester à Paris le 11 janvier, au risque de creuser l'écart avec une partie de la population qui se sentait stigmatisée. Le NPA a défendu à juste titre de ne pas se joindre à cette prétendue union, et le droit de ne pas se dire Charlie, tout en étant solidaire des victimes des attentats. L'union nationale est un piège tendu à notre camp social : son principal objectif est d'unir ceux qui devraient s'opposer et d'opposer ceux qui devraient s'unir. Le mouvement ouvrier doit refuser de faire bloc autour du gouvernement dans une prétendue lutte commune pour la liberté d'expression, qu'il musèle,

**Campagne contre l'union nationale**

Pour répondre à la situation créée par les attentats de début janvier, notre congrès a élaboré une motion qui a regroupé une très large majorité des délégués (70,59 % des exprimés). Nous la reproduisons ici dans son intégralité.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

et contre le terrorisme, dont il favorise l'expansion. L'union nationale s'appuie sur une stigmatisation collective des musulmans (réels ou supposés), sommés de se désolidariser des attentats et de prouver leur appartenance à la « communauté nationale ». Cette stigmatisation touche en particulier les femmes, c'est pourquoi nous devons articuler notre lutte antiraciste et notre lutte féministe. Le gouvernement se défend de toute islamophobie mais accreditte l'idée d'un « problème de l'immigration » en restreignant encore un peu plus la libre circulation et favorise l'amalgame entre musulmans et terroristes. Le racisme « d'en haut », qui ces dernières années s'est particulièrement déchaîné contre les Roms et les musulmans attise le climat de division, qui est un obstacle à nos mobilisations.

**Une offensive tout azimuts**

Sous couvert de cette union, une offensive sécuritaire est en cours, avec l'adoption de nouveaux dispositifs portant atteinte aux libertés, la multiplication des interventions et patrouilles policières et militaires et, in fine, la banalisation d'un état d'exception, menace pour les droits démocratiques. L'offensive sécuritaire se double d'une offensive autoritaire, dans un climat scandaleux d'appel à la délation, particulièrement visible dans les établissements scolaires. L'État réprime des jeunes qui n'ont pas respecté les minutes de silence, qui ont posé des questions jugées dérangeantes, et même des enseignants qui ont organisé des débats. Les déclarations et propositions de la ministre de l'Éducation nationale témoignent d'une volonté de mettre au pas la jeunesse et de restreindre tout esprit critique. La rhétorique de l'union nationale sert en outre à justifier les interventions impérialistes de la France, passées et présentes, au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Ainsi, quelques jours après les tueries, l'Assemblée nationale et le Sénat ont voté à la quasi-unanimité la poursuite de l'intervention française en Irak, avec l'abstention timide de quelques élus du Front de gauche. Enfin, le prétexte de l'union nationale sert également d'étouffoir à toute remise en cause de l'offensive antisociale qui se poursuit (avec en premier lieu la loi Macron) : le temps

serait à l'union, et non à la contestation des politiques du gouvernement. La « réponse » de la classe politique est donc une offensive tous azimuts, relayée et amplifiée, qui va déboucher sur davantage de racisme, d'injustices, d'inégalités et, au final, de tensions sociales, favorisant encore un peu plus le développement du FN. La rhétorique du « choc de civilisation » ne peut en outre que servir les objectifs de ceux qui ont organisé les tueries : elle est l'exact pendant de la rhétorique des courants fondamentalistes présentant l'« Occident judéo-chrétien » comme l'ennemi de la « communauté » (oumma) musulmane. De même, les tentatives de l'État d'Israël et de ses relais d'instrumentaliser la tuerie de l'Hyper Cacher en prétendant représenter les juifs de France sont l'exact pendant du discours soralo-dieudonniste qui amalgame les juifs de France et les crimes commis par Israël.

**L'antiracisme au cœur de la contre-offensive**

Le NPA refuse de tomber dans l'ensemble de ces pièges et entend les combattre, notamment au sein du mouvement ouvrier : il s'agit de construire une contre-offensive au côté de toutes celles et tous ceux qui ont à y perdre, à savoir notre camp social. Il s'agit donc de développer une campagne pour lutter contre l'union nationale, l'islamophobie, l'offensive sécuritaire-autoritaire et la poursuite des expéditions impérialistes. L'antiracisme est donc au cœur d'une telle campagne, qui doit être articulée avec une dénonciation sans ambiguïté de tous les racismes, et un combat contre les courants qui les portent, y compris et notamment l'antisémitisme : ce dernier demeure bien présent dans notre camp et, qui plus est, certains (de Soral à divers courants intégristes musulmans) détournent la colère suscitée par l'islamophobie et/ou la marginalisation sociale en désignant les juifs comme boucs-émissaires. Nous refusons de laisser le monopole de la lutte contre l'antisémitisme au gouvernement, a fortiori dans la mesure où il le fait en légitimant le CRIF et le gouvernement israélien. Nous n'oublions pas enfin que si l'islamophobie est aujourd'hui le racisme dominant dans le champ politique français, les juifs demeurent dans

**Nos invités**

Des représentants de différentes organisations françaises étaient présents à notre congrès : **Alternative libertaire, Ensemble, Gauche unitaire, Lutte ouvrière** et **Le Parti de gauche**.

Notre congrès était aussi le rendez-vous de beaucoup d'internationaux :

**Fathi Chamki, député Front Populaire-LGO** (Tunisie)

**PST** (Algérie)

**Voie Démocratique** (Maroc)

**Partido Igualdad** (Chili)

**ISL, RSB, NAO** (Allemagne)

**Izquierda anticapitalista** (État espagnol)

**Sinistra anticapitalista, Communia network, PCL** (Italie)

**MPS, Gauche anticapitaliste** (Suisse)

**ISO** (États-Unis)

ainsi que la **Coordination nationale de solidarité avec le peuple kurde**

et le **Comité sans-papiers Saint-Just Paris 17°** qui a pris la parole à notre congrès.

plusieurs pays européens les cibles des principaux courants fascistes (Hongrie, Grèce, etc.). Cette campagne de contre-attaque contre l'union nationale passe par l'élaboration de matériel spécifique : tracts, affiches, autocollants, dossier dans l'hebdo, formations, etc. Elle passe aussi par l'organisation de meetings et réunions publiques, à l'instar de ce que le parti a pu faire dans la foulée des mobilisations estivales en solidarité avec Gaza.

**Une campagne spécifique pour l'unité de notre classe**

Nous nous adressons en outre, en vue d'initiatives unitaires, à toutes les forces ouvrières, de la jeunesse, antiracistes et antifascistes. Nous sollicitons notamment, sans exclusive, celles et ceux qui ont refusé l'union nationale ou ont exprimé des réserves. Nous sommes évidemment attentifs à toutes les initiatives organisées autour des thématiques liées au refus de l'union nationale, qu'il s'agisse de la lutte contre l'islamophobie et toutes les formes de racisme, contre le tout-répressif, contre le militarisme, etc. Cette campagne spécifique n'est évidemment pas déconnectée du reste de notre intervention politique : dans nos entreprises, quartiers ou lieux d'études, nous devons nous opposer à toute tentative de répression contre celles et ceux qui sont suspectés de mettre en danger l'union nationale sous les prétextes les plus divers. Nous défendons l'unité de notre classe, quelles que soient les origines ou les convictions religieuses, sur la base d'un programme de lutte contre l'offensive liberticide et antisociale, notamment contre la loi Macron.

[Intertitres de la rédaction]

Plus qu'un journal,  
**L'Anticapitaliste**  
un outil pour lutter!



Soutenez la presse anticapitaliste,  
**ABONNEZ-VOUS!**

diffusion.presse@npa.2009.org | www.npa2009.org

**Qui sommes-nous?**

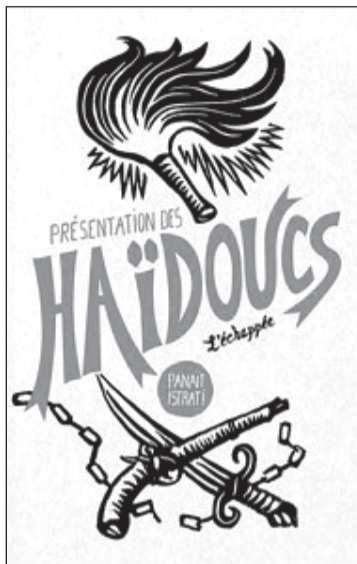
Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable. Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse : récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples. Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21<sup>e</sup> siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». **Pour nous rejoindre, contactez-nous : ecriture@npa2009.org**



Roman

# Présentation des haïdoucs, Panaït Istrati

Éditions L'échappée, collection Lampe tempête, 2014, 14 euros



Les haïdoucs sont dans la Roumanie du 19<sup>e</sup> siècle des bandes de brigands qui s'attaquent aux autorités et aux nobles; des hommes libres par rapport aux paysans asservis aux princes et aux propriétaires fonciers (sans oublier les Tsiganes réduits en esclavage). Les haïdoucs sont devenus un thème de ballades populaires que Istrati transpose dans cet ouvrage achevé en 1925.

Le livre est construit comme une série de six récits : une bande de haïdoucs vient de subir une défaite, et ceux qui décident de continuer se réorganisent sous le commandement d'une femme. Elle se présente, elle raconte sa vie, et demande aux quatre membres de son état-major de faire de

même. À la fin, un haïdouc « de base » prend aussi la parole. À travers ces récits, on perçoit la dureté de la condition paysanne dans la Roumanie de l'époque et la toute-puissance des nobles et des collecteurs d'impôt qui s'exerce, en particulier, par un comportement de prédateur sur les femmes du peuple. Panaït Istrati utilise la

référence aux haïdoucs pour affirmer la légitimité de la révolte. La fin du livre est parcourue par une question amère : que signifie être un haïdouc quand les paysans, les esclaves, ne se révoltent pas, semblent accepter leur servitude ?

Itinéraires

Cette problématique renvoie à la personnalité et à l'itinéraire de Istrati. Issu d'un milieu très pauvre de Braïla, port du delta du Danube, il exerça tous les métiers : manutentionnaire, marin, peintre en bâtiment, photographe ambulancier..., cela avant de venir en France et d'écrire en français plusieurs ouvrages remarquables. Admirateur de la Russie soviétique, il rompt avec celle-ci après un long séjour en URSS et publie en 1929 sous son nom un des premiers témoignages critiques : *Vers l'autre flamme* (co-rédigé avec Victor Serge et Boris Souvarine).

Ce livre entraîne une campagne du PCF contre lui, et son isolement par rapport à ses amis français. Il revient en Roumanie et tout en continuant à dénoncer les injustices sociales, il rompt violemment avec le communisme et toute perspective révolutionnaire. Sans les arrières sociaux d'un André Gide (qui publiera un peu plus tard un *Retour d'URSS* désabusé) et sans guère de formation politique, la révélation de la réalité stalinienne broie en lui toute espérance et l'entraîne à quelques dérives (contre lesquelles Victor Serge l'avait mis en garde). On trouvera une biographie de Panaït Istrati chez le même éditeur, *Panaït Istrati, un chardon déraciné* de Monique Jutrin !

Outre cette *Présentation des haïdoucs*, plusieurs ouvrages de Panaït Istrati sont disponibles en poche dans la collection Folio. Ceux regroupés sous le titre *La Jeunesse d'Adrien Zograffi*, constituent un témoignage essentiel sur la vie populaire dans la Roumanie du début du 20<sup>e</sup> siècle.

Henri Wilno

1- Éditions L'échappée, 20 euros.

Cinéma



## Hope de Boris Lojkine

Avec Endurance Newton, Justin Wang et Dieudonné Bertrand Balo'o. Sortie le mercredi 28 janvier 2015

Pour son premier film de fiction, le documentariste Boris Lojkine retrace l'itinéraire d'une Nigériane et d'un Camerounais en route pour l'Europe.

Selon un perspicace critique de *Libération*, *Hope* propose « une intrigue faiblarde » où « on finit par se demander pourquoi ils ne sont pas restés chez eux » (sic). Il est vrai que la longue migration chaotique à travers le Sahara de deux Africains de nationalités et de sexes différents, qui affrontent des difficultés sans nombre et finissent par faire corps contre l'hostilité, n'est pas le scénario du dernier James Bond. Mais le suspense et le danger est à chaque coin de maison, au guet de chaque oued...

Hope rencontre Léonard. Elle a besoin d'un protecteur, il n'a pas le cœur de l'abandonner. C'est la première fois où, dans un film de fiction, l'enfer de la route du Sahara à l'Espagne nous est révélé au quotidien. Il n'y a pas que les arnaques des passeurs et les contrôles de la police, mais aussi des camps de passage quasi obligatoire où se reproduisent toutes les divisions entre communautés, ainsi que les rites les plus odieux des sociétés tribales. Hope y connaîtra aussi l'enfer de la prostitution (à Tamanrasset en particulier) et Léonard devra au Maroc apprendre à être un « lion ».

Nous ne raconterons pas le film, ni son dénouement évidemment tragique, mais ses magnifiques images laisseront en vous le fait que l'humain est toujours plus fort que la barbarie.

Sylvain Chardon

Roman graphique

# La Racine de l'Ombù, Julio Cortazar et Alberto Cedron

CMDE, 2013, 20 euros

Un étranger perdu dans la nuit trouve refuge chez Alberto qui, à travers l'histoire à moitié fantasmée de sa famille, de son grand-père, naufragé italien, de son enfance dans les faubourgs de Buenos Aires, entend de lui raconter l'histoire de son pays et de ces « hommes-larves » que la dictature emploie pour traquer les résistants... et dont son confident s'avérera au petit matin faire partie. En 1977, le peintre et sculpteur Alberto Cedron vient trouver à Paris son compatriote écrivain Julio Cortazar, fuyant lui aussi

la dictature de Videla, pour lui demander de mettre en mots ses dessins et ses cauchemars. De cette rencontre résulte cette allégorie de l'Argentine des années 30 à 80, cette « chronique d'une vision actuelle de l'enfer », ce roman graphique mêlant souvenirs et hallucinations, « un petit bout de l'histoire argentine. Le reste est entre les mains du peuple. »

Étrange destin que cette œuvre, bien sûr interdite en Argentine au moment de sa publication, oubliée là-bas jusqu'en 2004, et totalement inédite en France...

Les libraires de La Brèche



Essai

# Capital santé. Quand le patient devient client, Philippe Batifoulier

Éditions La Découverte, 2014, 15 euros

Selon le baromètre Domplus BVA publié par le *Figaro*, la santé devient la préoccupation n°1 des Français devant même leur situation financière et l'emploi. L'enquête précise que 8 sur 10 d'entre eux s'en inquiètent, qu'il s'agisse des conséquences d'une maladie, des dépenses nécessaires pour rester en bonne forme ou du niveau de remboursement des soins. *Capital santé*, l'ouvrage que vient de publier Philippe Batifoulier, maître de conférence à l'université de Paris Ouest Nanterre la Défense et membre du collectif des Économistes atterrés, permet de comprendre l'ampleur prise par ces préoccupations. Il résume lui-même ainsi la trame de son analyse : « Le système français de protection maladie dépérit lentement mais sûrement. En se retournant contre le patient, il satisfait les intérêts du capitalisme sanitaire et de la médecine à identité libérale, conduit au développement d'un nouveau modèle et de son cortège d'inégalités, sans pour autant être plus efficace dans la maîtrise des dépenses ni améliorer la qualité des soins ».



Soulignant la contradiction originelle d'un système de soins socialisés, mais largement ouvert aux intérêts privés (médecine libérale, laboratoires pharmaceutiques, hospitalisation privée), il décrit de manière concrète les divers mécanismes de la pénétration du capital dans le secteur.

Pour Batifoulier, la nature même des soins et la relations médecin malade doit être transformée en profondeur pour permettre la pénétration du capitalisme sanitaire : « pour instituer le marché », il est nécessaire « d'inciter patients comme médecins à se conduire comme des acteurs marchands », ce qui n'est en rien « naturel »... Enfin, loin de se clore sur un constat fataliste, l'ouvrage se conclut sur une ouverture militante : l'appel à « l'insurrection du patient » pour se rapprocher une Sécurité sociale remboursant les soins à 100 %, pour reconquérir le médicament, les stratégies de santé, l'hôpital public et le système de soins sur le territoire. « Des alternatives politiques sont possibles à condition de considérer que le destin du système de santé n'est pas déjà écrit. » Une perspective qui est aussi la nôtre !

J.C. Laumonier

L'Anticapitaliste, la revue n°61 (janvier 2015) a publié une interview de Philippe Batifoulier à l'occasion de la sortie de son livre.

Essai

# De l'espoir aux larmes, Larry Séré, propos recueillis, adaptés et complétés par Francis Laux

Éditions Arch'Libris, 2014, 15 euros

Octobre 2006. Détenue depuis 1919 par la famille Dury, Thomé-Génot, la dernière grande forge de Nouzonville (Ardennes), disparaît... Une mauvaise gestion a entraîné un dépôt de bilan suivi d'une reprise par un fonds d'investissement américain qui a pillé l'entreprise, avant de la mettre en liquidation judiciaire, anéantisant toute une histoire et 317 salariéEs dans l'ouragan de la mondialisation. Alors qu'ils étaient les premiers fournisseurs de



pôles d'alternateurs pour les géants de l'automobile Valéo et Visteon Ford (ils fabriquaient alors 20 % du marché mondial),

l'irruption du capitalisme financier les a tués, malgré les promesses du candidat à la présidence de la République de l'époque. Comme toujours...

Larry Séré, un des acteurs de la lutte, nous la raconte dans un livre illustré de nombreuses photos, après que Marcel Trillat en a fait un film en 2007. Pour ne pas oublier, car l'histoire recommence, toujours et toujours.

Catherine Segala

À commander à Francis Laux : francislo08@orange.fr





- FAUVE -

**L'Anticapitaliste** | Libre expression

## GUADELOUPE “ L’objectif du pouvoir? Criminaliser et diaboliser l’action syndicale ”

**Entretien.** Secrétaire de l’Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), principal syndicat guadeloupéen, et porte-parole du collectif LKP, **Eli Domota** revient sur la répression contre les militants syndicaux exercée par l’État français, et la situation sociale et politique de l’île.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

**Peux-tu nous dire pourquoi Charly Lendo, militant actif de la grève de 2009, est aujourd’hui poursuivi pour homicide involontaire, et où en est le processus judiciaire?** Charly Lendo, ancien secrétaire général adjoint de l’UGTG, est poursuivi pour homicide involontaire indirect, coups et blessures indirects, entrave à la liberté de la circulation et mise en danger de la vie d’autrui. Il est tenu pour responsable de la mort accidentelle d’un jeune motard survenue en février 2009 durant la mobilisation du LKP.

Le patronat, soutenu par l’État, s’attaque aux acquis sociaux des travailleurs et des larges masses. C’est la remise en cause des seuils sociaux et de la représentativité des syndicats. C’est le piétinement du repos dominical et de la réglementation du travail nocturne avec la complicité du préfet et des maires. C’est le refus de toute négociation en branche professionnelle. C’est aussi la remise en cause du salaire minimum, des 35 heures, des jours fériés. C’est le piétinement de l’accord bino [ accord salarial conclu fin février 2009 lors du grand mouvement LKP - NDLR ]. En vérité, il s’agit de détruire toutes les réglementations qui protègent les travailleurs et singulièrement les plus vulnérables, au nom de l’argent roi. Pour eux, la loi, c’est le marché, et le code du travail, c’est un obstacle.

Nous l’avons compris, tout comme Michel Madassamy en 2001 [ militant syndical condamné par la justice - NDLR ], il fallait donc en épingle un, et leur choix s’est naturellement porté sur Charly Lendo, « la bête noire » des patrons magouilleurs de l’hôtellerie. On le voit bien, l’État veut sa revanche. Le procès a eu lieu mardi 20 janvier en présence d’une forte mobilisation des travailleurs et du peuple de Guadeloupe. Des délégations d’organisations de Martinique, de France et d’Haïti ont fait le déplacement. Nous avons également reçu

**Depuis le mouvement LKP de 2009, ce sont plus de 100 militants syndicalistes de l’UGTG qui ont été convoqués par la justice alors qu’ils ne faisaient qu’exercer leur mandat syndical.**

des centaines de communiqués de soutien. Le délibéré est prévu la 3 mars. Le procureur a demandé la relaxe pour les chefs d’inculpation d’homicide involontaire, de coups et blessures involontaires et a laissé à l’appréciation du travail l’entrave à la liberté de la circulation. En fait, le parquet a voulu faire croire à la Guadeloupe que c’est Charly le responsable de la mort du jeune motard. Les débats ont démontré qu’il s’agissait d’un malencontreux accident.

**En quoi son cas est-il exemplaire et symptomatique de la politique de l’État français contre les grévistes de 2009?**

Depuis le mouvement LKP de 2009, ce sont plus de 100 militants syndicalistes de l’UGTG qui ont été convoqués par la justice alors qu’ils ne faisaient qu’exercer leur mandat syndical. Rapporté à la population salariée de la France, ce chiffre correspond à 15 000 militants syndicalistes convoqués devant les tribunaux.

Même les avocats défenseurs des syndicalistes ont fait l’objet de pressions visant à les empêcher d’exercer leur métier. Ce sont aussi bon nombre de délégués syndicaux qui sont licenciés. C’est une guerre contre l’UGTG, contre les travailleurs. Car à travers Charly Lendo, c’est l’UGTG qui est visée. L’objectif du pouvoir? Criminaliser et diaboliser l’action syndicale. Il faut marquer les esprits. Il faut terroriser les militants syndicaux

et disloquer les organisations syndicales. Il faut faire peur!

**Christiane Taubira était venue vous soutenir. Quelle est sa position aujourd’hui?**

Mme Taubira est ministre de la Justice du gouvernement français...

**Nous sommes nombreux à sentir une accélération de la répression syndicale depuis plusieurs mois. Ne crains-tu pas que les terribles attentats de début janvier ne soient utilisés par le gouvernement pour réprimer d’avantage?**

Cela est juste car les mesures dites sécuritaires seront dirigées vers la classe ouvrière, vers ceux qui luttent et qui contestent la domination capitaliste et colonialiste. Nous avons vu comment la loi sur les empreintes génétiques a été utilisée contre les travailleurs. En Guadeloupe, avec notre organisation UGTG, nous refusons de donner notre ADN. Cinq de nos camarades ont été condamnés pour refus de se soumettre à un test ADN. Les syndicalistes ne sont pas des délinquants sexuels, ils ne sont pas des criminels.

**Plus généralement, où en est la situation sociale en Guadeloupe? Que reste-t-il de l’accord Bino?**

La situation sociale est difficile. Le chômage ne baisse pas et frappe près de 60% des jeunes. Nous continuons à nous battre pour le respect de l’accord Bino. Avec le soutien de l’État, certains patrons veulent se soustraire à leurs obligations, mais les travailleurs luttent. La Guadeloupe demeure un pays corrompu où les élus et le patronat magouillent au détriment des travailleurs et des petites gens qui souffrent. Le dernier scandale en date, c’est celui de l’eau. Depuis plusieurs décennies, la majorité des élus ont confié la gestion de notre eau à des multinationales qui ne se préoccupent nullement ni de la santé, ni du bien-être, ni de la qualité de vie des Guadeloupéens. Elles « gèrent » l’eau pour leurs propres intérêts, et

ceux des élus, cela en contrepartie du financement d’une campagne électorale, de la construction d’un bâtiment, d’un voyage ou d’une caisse de champagne. Tout cela ne représentant que des miettes dans le magot que reçoivent les actionnaires des multinationales. Le prix payé par l’usager couvre les frais liés à la production, à l’entretien, à la maintenance des réseaux, à l’investissement, à la distribution, à la qualité et à la rémunération des travailleurs. Et on nous annonce qu’il faudrait plusieurs centaines de millions pour remplacer les canalisations pourries, car plus de 50% de l’eau produite disparaît dans les sols. Où est passé notre argent? Aucun élu ne veut aborder ce sujet car beaucoup ont participé et participent encore aux magouilles sur le dos des Guadeloupéens.

**Le chômage ne baisse pas et frappe près de 60% des jeunes. Nous continuons à nous battre pour le respect de l’accord Bino.**

**Quel chemin peut prendre aujourd’hui le combat pour l’autodétermination?**

Nous poursuivons sans relâche notre travail d’information, d’explication et d’échanges avec les travailleurs et le peuple de Guadeloupe. Au moins deux à trois fois par mois, nous organisons des rencontres publiques sur différents thèmes, ces temps-ci sur la gestion de l’eau.

**Concrètement, comment chacun peut-il vous aider?**

Un seul mot : solidarité, pour faire entendre nos voix au-delà des limites géographiques de la Guadeloupe.

**Propos recueillis par Olivier Besancenot**

## Vu ailleurs



### NOSTALGIE.

J’allume la télévision, la radio. Et ils sont là. Partout. Des

religieux. De toutes confessions. Des durs. Des mous. Des excités. Des conciliants. Ils s’expriment. Au même titre que les élus, les chercheurs, les intellectuels. Ils formulent des analyses, émettent des préconisations. S’immiscent dans le débat public. Ils ont voix au chapitre. [...]

J’allume la télévision, la radio. Et me retrouve projeté dans des temps très lointains et très obscurs. Des temps que je n’ai pas connus. Et que je ne pensais pas connaître un jour. Parce qu’on se croyait délivrés. Affranchis. J’ai grandi en banlieue. Un écheveau de villes plus ou moins tranquilles, bien mélangées, avec leurs cités déjà sensibles, leurs lotissements et un reste de culture prolétaire à l’ancienne. J’avais des copains beurs, des copains blacks, la plupart vivaient dans les HLM. On ne parlait pas de musulmans. Ceux qui l’étaient ne s’en réclamaient jamais. Comme aurait dit Charb : ils faisaient le ramadan comme d’autres fêtaient Noël, par habitude et parce que ça rythmait l’année, rien de plus. On ne savait pas si untel ou untel était juif ou autre. S’il était pratiquant ou non. D’ailleurs les racistes n’étaient pas « islamophobes ». Ils se contentaient de détester les Arabes et les Noirs. Et on les emmerdait. Et l’antisémitisme était juste un truc immonde de très vieux cons, qui allait disparaître avec la dernière génération à l’avoir nourri. [...] Et l’internationale serait le genre humain. La citoyenneté, la liberté l’égalité la fraternité, et le combat qu’il fallait mener pour que ces belles paroles deviennent des réalités : c’était ça, le projet commun. Ce qui nous projetait ensemble vers l’avenir.

« Quand Dieu n’existait pas », Olivier Adam, Libération, 30 janvier 2015

## S’abonner à l’Anticapitaliste

**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d’un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Hebdo + Mensuel	Jeunes/chômeurs/précaires	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d’être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

**Par chèque,** à l’ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
			<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org